
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

DEPARTEMENT DE L'ISERE

COMMUNE DE SAINT GEORGES DE COMMIERS

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

RAPPORT DE PRESENTATION



- DECEMBRE 2016 -



SAFER RHONE-ALPES – DEPARTEMENT ETUDES & DEVELOPPEMENT
Agrapole – 23 rue Jean Baldassini – 69364 LYON CEDEX 07
Tél. 04.72.77.71.50 – Fax 04.72.77.71.51 – Email : etudes@saferral.com

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'ISERE
40, av. Marcelin Berthelot – 38036 Grenoble cedex 2
Tél. 04.76.20.68.68 – Fax 04.76.33.38.83 – Email : accueil@isere.chambagri.fr



TABLE DES MATIERES

Introduction	3
La procédure de réglementation des boisements	4
Situation et localisation de la commune de Saint Georges de Commiers	5
La population	5
L'organisation et développement urbain	6
L'agriculture	8
Les exploitations agricoles de Saint Georges de Commiers	8
Les surfaces agricoles	8
Les enjeux liés aux surfaces agricoles	10
L'environnement patrimonial et paysager	10
Les risques naturels	12
La prise en compte de l'environnement	14
Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac	14
Inventaires	15
Réseaux écologiques	15
Les captages d'eau potable	17
Analyse des boisements sur la commune de Saint Georges de Commiers	18
Les surfaces boisées sur la commune de Saint Georges de Commiers	18
La structure foncière des espaces boisés	18
Evolution récente des surfaces boisées sur la commune de Saint Georges de Commiers	19
Les espaces boisés classés (EBC)	20
Autres enjeux liés à la présence des boisements	20
Synthèse des enjeux	22
Méthodologie mise en place pour la révision de la réglementation de boisement	24
La conduite de la démarche	24
Les principes retenus pour la révision de la réglementation des boisements	25
Les prescriptions applicables en périmètre réglementé dans la réglementation des boisements	26

INTRODUCTION

La procédure d'élaboration de la réglementation des boisements a été initiée par la Commune de Saint Georges de Commiers qui en a fait la demande au Conseil départemental de l'Isère, suite à une délibération du Conseil municipal en date du 20 janvier 2014.

L'objectif de la commune était de se doter d'une réglementation permettant de contenir la progression des friches et des boisements, et de préserver les espaces agricoles.

L'élaboration de la réglementation des boisements de la commune de Saint Georges de Commiers a été conduite dans le cadre d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF). A l'issue de la procédure d'élaboration, la réglementation des boisements de la commune de Saint Georges de Commiers sera entérinée par une délibération du Conseil départemental de l'Isère, entrera en vigueur dès les formalités de publicité de cette délibération accomplies, et sera annexée au document d'urbanisme de la commune.

LA PROCEDURE DE REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

La réglementation des boisements est une procédure d'aménagement foncier définie aux articles L126-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime qui vise à « [...] *favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et[à] assurer la préservation des milieux naturels et la préservation des paysages remarquables [...]* ».

Comme les autres procédures d'aménagement foncier, la réglementation des boisements est de la compétence des Conseils départementaux (Loi de Développement de Territoires Ruraux de 2005).

La réglementation des boisements définit les « *zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières ou dans lesquelles la reconstitution après coupe rase peuvent être interdits ou réglementés* ». Par extension, tous les terrains où les boisements ou reboisements ne sont ni interdits ni réglementés sont inscrits dans un périmètre dit « libre » au boisement.

Lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions et réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à un seuil de surface par grande zone forestière homogène défini par le Conseil départemental.

Dans son document de cadrage pour la réglementation et la protection des boisements du 13 mars 2015, le Conseil départemental de l'Isère a fixé ces seuils, pour l'ensemble du territoire départemental à :

- 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large,
- 4 ha pour tous les autres peuplements.

La procédure est conduite par une Commission Communale ou Intercommunale d'Aménagement Foncier, présidée par un Commissaire enquêteur et dont le Conseil départemental assure le secrétariat.

Cette Commission est composée de représentants de différents collèges nommés par la (les) Commune(s), la Chambre départementale d'agriculture, le Conseil départemental (Propriétaires de biens fonciers non bâtis, exploitants agricoles, propriétaires forestiers, personnes qualifiées pour la protection de la nature), ainsi que de représentants du Conseil municipal, du Conseil départemental et de la Direction des Finances Publiques.

Lorsque cette commission a terminé son travail, avec l'aide d'un bureau d'études retenu par le Conseil départemental, une enquête publique est organisée. Pendant un mois, les propriétaires peuvent prendre connaissance du projet de réglementation et formuler des observations auprès du Commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif. Ce Commissaire enquêteur vérifie que l'enquête se déroule correctement, et reçoit les personnes qui le souhaitent pendant les journées de permanence. A l'issue de l'enquête, le Commissaire enquêteur rédige un rapport sur le déroulement de l'enquête et émet un avis.

La réglementation est rendue définitive par une délibération du Conseil départemental, prise après avis des Conseils municipaux, du Centre Nationale de la Propriété Forestière et de la Chambre départementale d'agriculture.

SITUATION ET LOCALISATION DE LA COMMUNE DE SAINT GEORGES DE COMMERS

La commune est située à 20 km au sud de Grenoble, sur la rive droite du Drac qui constitue la limite ouest de la commune. Elle est constituée de deux hameaux principaux situés sur la route (D 529) de Vif à Notre-Dame-de-Comniers : Saint-Georges-de-Comniers et Saint-Pierre-de-Comniers, et de plusieurs hameaux secondaires, dont la Combe des Bérards, les Chauvets, les Fraisses...

Son altitude varie de 285 m (lit du Drac) à 1 370 m (Fau Cuchet au Nord Est de la commune).

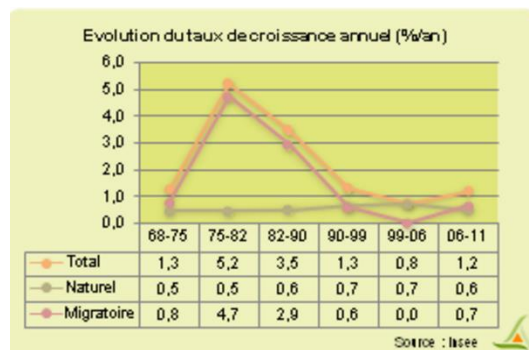
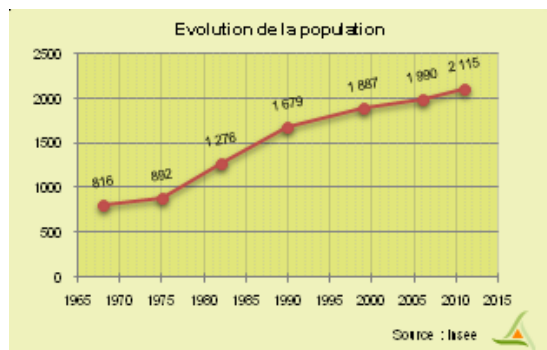
La superficie de son territoire est d'environ 1 426 ha, dont 1327 ha sont cadastrés. Le lit du Drac constitue, en surface, l'essentiel de ce domaine public non cadastré.

La commune de Saint Georges de Commiers fait partie de la Communauté d'Agglomération Grenoble-Alpes Métropole.

La population

L'évolution démographique de la commune de Saint Georges de Commiers est marquée par un accroissement constant de la population depuis 1968, laquelle a été multipliée par 2,7 entre 1968 et 2011 passant ainsi de 816 à 2 015 habitants. La commune a notamment connu une très forte croissance démographique pendant les décennies 1970 et 1980, avec un taux de croissance annuel qui a atteint 5,2 % entre 1975 et 1982. Depuis 1990, la croissance démographique s'est quelque peu ralentie tout en restant soutenue, et légèrement supérieure à la moyenne départementale.

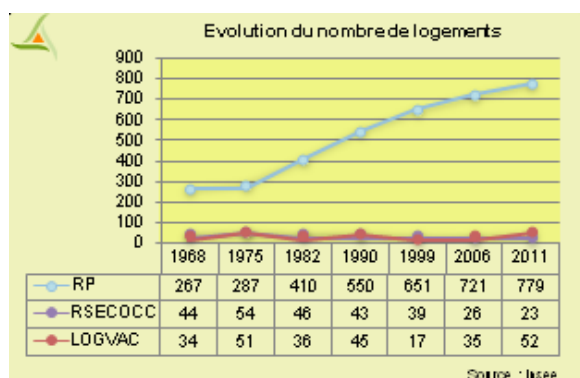
La commune de Saint Georges de Commiers a donc enregistré des taux de croissance démographique très élevés entre 1968 et 2011, dus notamment à des soldes migratoires très importants. Cette attractivité s'explique notamment par le cadre de vie proposé par le territoire : un plateau agricole ouvert dominant le Drac, entouré de montagnes, et par sa proximité avec l'agglomération grenobloise.



L'augmentation de la population de la commune de Saint Georges de Commiers s'est par ailleurs accompagnée d'une transformation de sa sociologie, la proportion des Artisans, Commerçant et Chefs d'entreprise ainsi que celle des Professions intermédiaires augmentant au détriment de celle des Employés et Ouvriers.

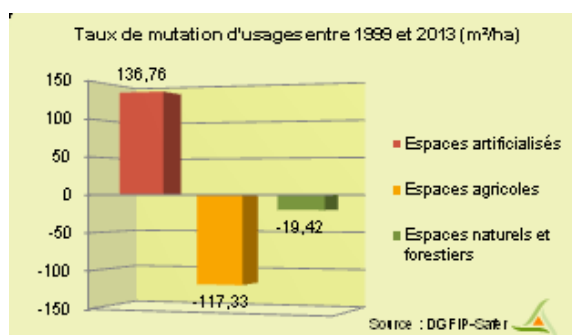
L'organisation et développement urbain

Le corolaire de l'accueil de nouveaux habitants a bien-sûr été l'accroissement significatif du parc de logements : il a été multiplié par 2,9 entre 1968 et 2011 et s'est accompagné d'une forte diminution de la proportion des résidences secondaires qui passe de 13% à moins de 3% sur la même période.



L'urbanisation de la commune de Saint Georges de Commiers s'est structurée autour des différents hameaux le long ou à la croisée des routes du plateau, entre la vallée du Drac et la montagne : Saint Pierre de Commiers, Saint Georges de Commiers, Les Sauzets, les Chabous, ... Le développement de l'urbanisation, notamment sous la forme de lotissements résidentiels, a conduit certains de ces hameaux à se « rejoindre » pour ne plus former qu'un tissu urbain continu – voir illustration ci-après.

Si le bâti à vocation résidentiel domine en surface dans l'occupation de l'espace, le bâti à vocation économique connaît également un rythme de développement important. Ainsi, si le taux de croissance des surfaces dédiées à l'habitat a été de +1,5% / an (+12,8 ha) entre 1999 et 2013 à Saint Georges de Commiers, celui des surfaces occupées par des activités économiques a été de +7,3 % / an (+5,5 ha).



Le corolaire de ce développement de l'urbanisation a été un recul sensible des surfaces dédiées à l'agriculture. Entre 1999 et 2013, les surfaces cadastrées à vocation agricole ont reculé de 15,5 ha sur le territoire de Saint Georges de Commiers.

La future réglementation des boisements devra prendre en compte ce contexte de forte croissance urbaine, en veillant à :

- ne pas entraver son développement,
- ce que les boisements ne génèrent pas de nuisances vis-à-vis des fonds bâtis voisins,
- ne pas aggraver les conséquences de la consommation d'espaces agricoles,

Tout en préservant un cadre de vie attractif auquel les boisements contribuent.



Figure n°1 : Organisation urbaine.

L'agriculture

Les exploitations agricoles de Saint Georges de Commiers

Le travail effectué lors de la 1^{ère} réunion de la sous-commission pour l'élaboration de la réglementation des boisements de la commune de Saint Georges de Commiers en novembre 2015 a permis d'identifier 3 exploitations agricoles ayant leur siège d'exploitation sur le territoire de la commune.

Ce chiffre place le nombre des exploitations agricoles dans le « secret statistique » du Recensement Agricole de 2010. Mais à titre d'information, les Recensements Généraux Agricoles précédents identifiaient 7 exploitations en 1979, 4 en 1988, puis 6 en 2000. Il semblerait donc qu'après un regain entre 1988 et 2000, l'érosion du nombre des exploitations agricoles se soit poursuivie au cours de la première décennie du XXI^{ème} siècle.

Les trois exploitations ont leur siège dans le même secteur de la commune, en périphérie du tissu urbain constitué, au niveau des hameaux des Sauzets et Couveton.

Les surfaces agricoles

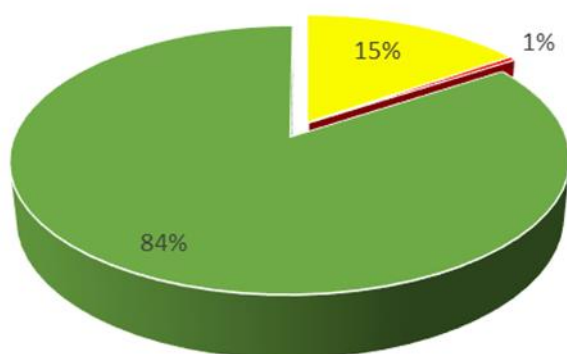
Avec celles dont le siège est implanté sur le territoire communal, au total 7 exploitations agricoles exploitent des terrains à Saint Georges de Commiers.

Ces 7 exploitations ont une taille moyenne d'environ 135 ha (en intégrant les surfaces exploitées hors du territoire de Saint Georges de Commiers), avec d'importantes variations : la plus petite met en valeur 12 ha et la plus importante 281 ha.

Au total, 147 ha ont fait l'objet d'une déclaration à la PAC en 2014, ce chiffre est vraisemblablement exhaustif des surfaces effectivement exploitées sur le territoire communal. La surface moyenne déclarée est donc d'environ 21 ha par exploitation, avec là encore d'importantes variations : une exploitation ne déclare par exemple que 0,7 ha à Saint Georges de Commiers quand celle qui en déclare le plus affiche 57 ha.

L'essentiel des surfaces agricoles est constitué de surfaces en herbe : 124 ha, soit 84% des surfaces, sont déclarés en prairie. Les terres labourables ne représentent que 16 % des surfaces, soit 24 ha, essentiellement mis en valeur par la culture de céréales et d'oléoprotéagineux. 1 ha est le support d'une activité de type horticulture/maraîchage.

Cultures déclarées à la PAC



Céréales	23 ha
Légumes / fleurs	1 ha
Prairies	124 ha
TOTAL	148 ha

■ Céréales ■ Légumes / fleurs ■ Prairies

Sources : ASP – RPG 2014

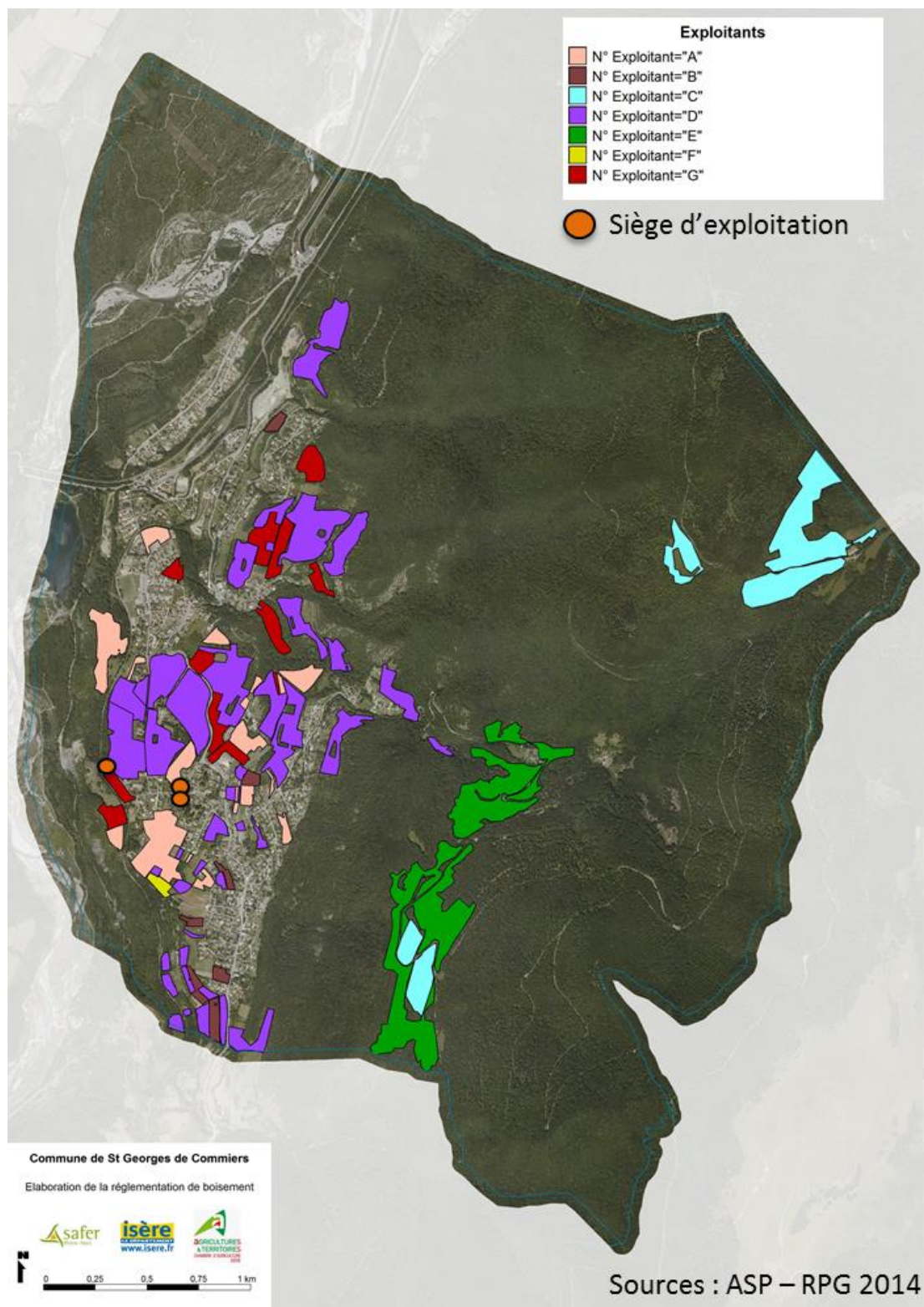


Figure n°2 : Agriculture et occupation du sol.

Les enjeux liés aux surfaces agricoles

A l'échelle de la commune, les surfaces cadastrées en nature agricole représentent 22 % de la surface cadastrée totale (les espaces à vocation naturelle ou forestière occupent pour leur part 69% du territoire). A titre de comparaison, en Isère, la part moyenne des espaces agricoles dans chaque commune est de 50%.

Ces espaces sont en partie contraints par l'avancée de l'urbanisation. La consommation foncière des espaces agricoles à des fins d'urbanisation est assez soutenue (137 m²/ha entre 1999 et 2013, alors que la moyenne départementale est de 154 m²/ha), ce qui s'est traduit par le changement d'affectation de 15,5 ha de terrains agricoles et 2,6 ha de surfaces cadastrées en espaces naturels ou forestiers.

L'autre forme de pression qui pèse que les espaces agricoles de la commune de Saint Georges de Commiers est la progression de la friche et des espaces boisés. Si, sur la période récente (depuis le début des années 2000), on n'observe pas de progression significative de ces espaces naturels et forestiers, leur développement au détriment des espaces agricoles a été important au cours des décennies précédentes et a marqué les esprits des exploitants et des habitants de la commune. Par ailleurs, aux dires des exploitants rencontrés au cours de la procédure d'élaboration de la réglementation des boisements, le maintien des espaces ouverts, et principalement des prairies, face à la progression de la friche constitue toujours une préoccupation importante.

Il n'y a pas, sur la commune de Saint Georges de Commiers, de Zone Agricole Protégée (instaurée par Loi d'orientation agricole de 1999), ni de Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (instaurés par la Loi relative au Développement des Territoires Ruraux de 2005).

Les espaces agricoles de la commune ont néanmoins été identifiés comme devant être préservés :

- au niveau du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la région grenobloise
- dans le plan régional agriculture durable.

La prise en considération du contexte agricole sera une composante essentielle de la future réglementation des boisements qui devra :

- Préserver les espaces agricoles productifs
- Contribuer au cadre de vie des habitants

L'environnement patrimonial et paysager

La commune de Saint Georges de Commiers dispose de deux monuments classés : le clocher de l'Eglise de Saint Pierre de Commiers et L'Eglise de Saint Georges de Commiers, ainsi que d'un site inscrit visant à préserver les abords de l'Eglise et de la Tour de Saint Georges de Commiers. Des périmètres de protection ont été institués autour de ces moments historiques qui visent à concourir à leur mise en valeur.

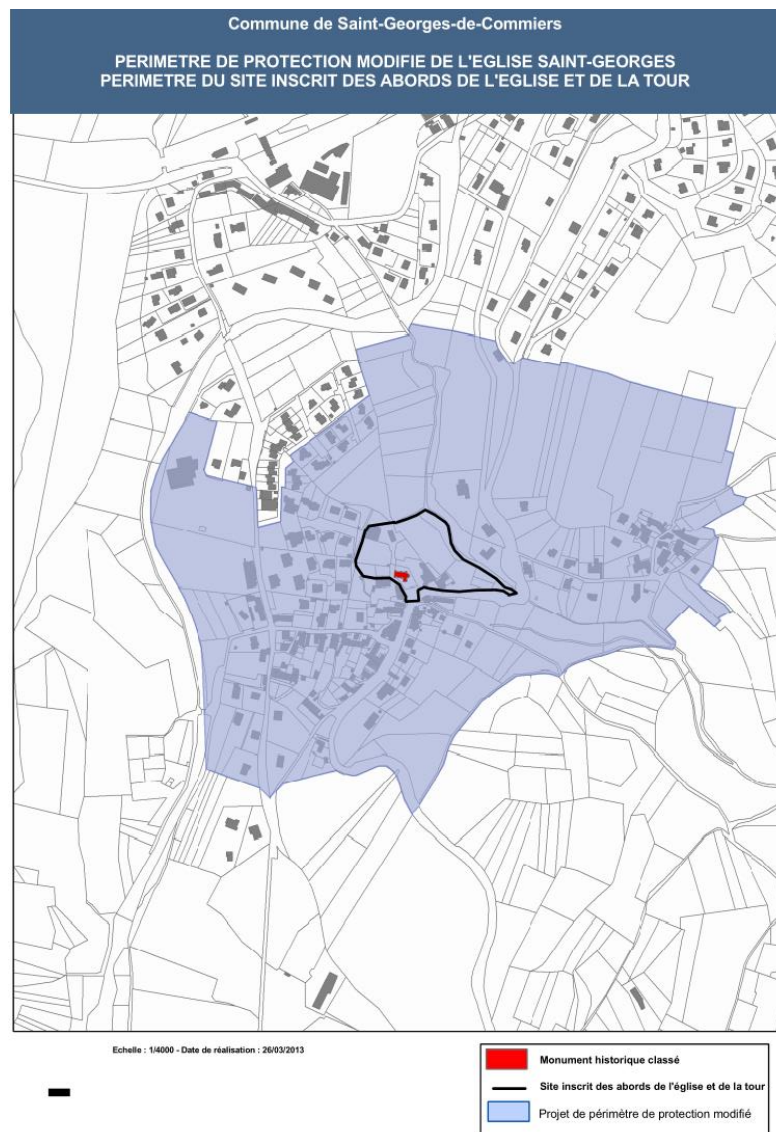
Plus généralement, l'analyse paysagère de la commune de Saint Georges de Commiers met en évidence trois entités paysagères principales :

- La zone haute (espace montagnard et forestier)
- La vallée du Drac
- La zone médiane (agricole et urbaine)

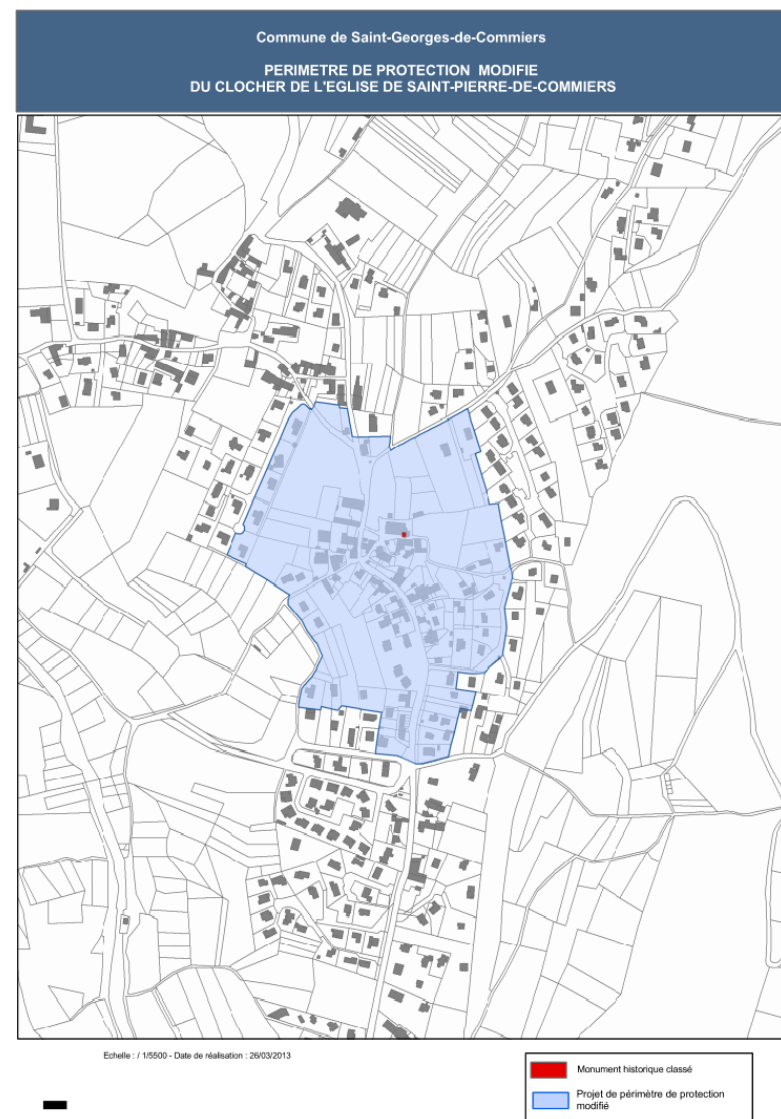
Cette dernière offre ainsi des points de vue remarquables sur la vallée du Drac et les montagnes alentours, mais constitue également un paysage remarquable, observable depuis les contreforts des montagnes de la rive gauche du Drac.

La réglementation des boisements devra s'attacher à :

- concourir à la mise en valeur des sites inscrits et classés ;
- rechercher cet équilibre entre espaces ouverts et boisés qui concourt à l'identité du territoire, et notamment les coupures ;
- préserver les points de vue depuis et vers la zone médiane.



Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Isère
3 chemin des Marronniers - 38100 GRENOBLE
Téléphone : 04 38 49 84 00 / Télécopie : 04 38 49 84 09



Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Isère
3 chemin des Marronniers - 38100 GRENOBLE
Téléphone : 04 38 49 84 00 - Télécopie : 04 38 49 84 09

Figure n°3 : Patrimoine et paysages.

Les risques naturels

Les risques naturels affectant la commune de Saint Georges de Commiers ont été recensés et spatialisés sur une carte R 111-3, datée du 29 décembre 1975.

Les principaux enjeux identifiés sont :

- Des surfaces submersibles dans la vallée du Drac,
- Des zones de glissements de terrain au niveau de la berge de la rive droite du Drac,
- Un secteur présentant un risque d'éboulement / chute de pierres dans le secteur amont du ruisseau des Guiberts.

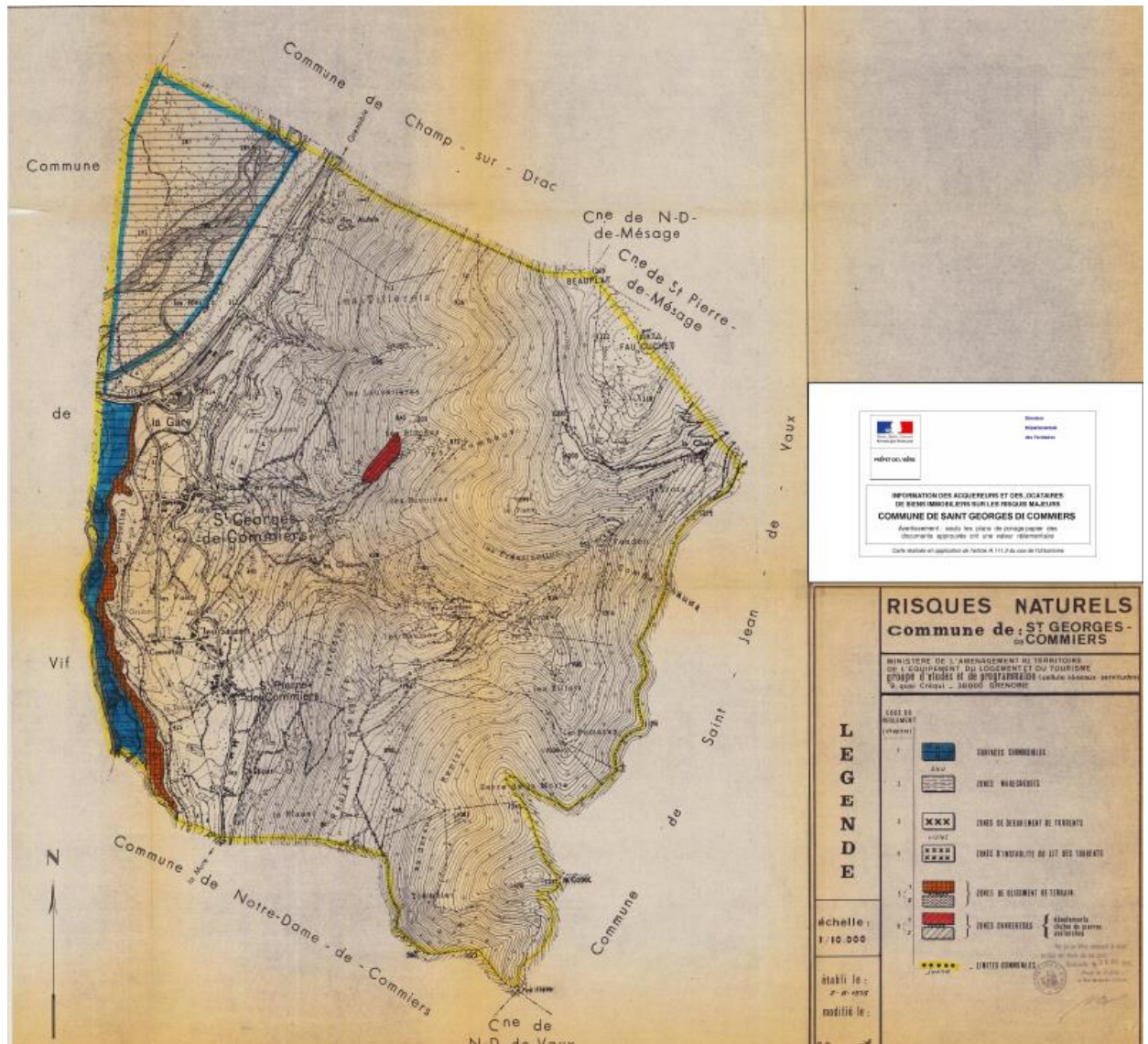


Figure n°4 : Cartes des risques naturels du 29/12/1975

La future réglementation de boisement devra prendre en compte les différents risques naturels identifiés sur la commune et contribuer à minimiser leurs impacts :

- ### Réglementation des boisements

La prise en compte de l'environnement

Le territoire de la commune de Saint Georges de Commiers est en partie concerné par la Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac. Par ailleurs, des inventaires ont été réalisés pour préserver et protéger le patrimoine naturel remarquable de la commune de Saint Georges de Commiers. Des réseaux écologiques ont également été identifiés sur ce territoire.

Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac

La Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac a été créée le 8 juillet 2009 par la Région Rhône-Alpes dans l'objectif de préserver les habitats et les espèces remarquables. Sur les 35 types d'habitats inventoriés, 19 sont d'intérêt communautaire dont 3 sont des habitats prioritaires. Plus de 450 espèces faunistiques et près de 600 espèces végétales y ont été recensées dont 6 espèces végétales protégées au niveau national ou régional.

La réserve s'étend sur une quinzaine de kilomètres depuis le barrage de Notre-Dame-de-Commiers jusqu'au Pont Lesdiguières à Pont de Claix. Elle couvre une surface d'environ 800 ha sur les communes Champ-sur-Drac, Champagnier, Claix, Notre-Dame-de-Commiers, Pont-de-Claix, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Martin-de-la-Cluze, Varcès-Allières-et-Risset et Vif.

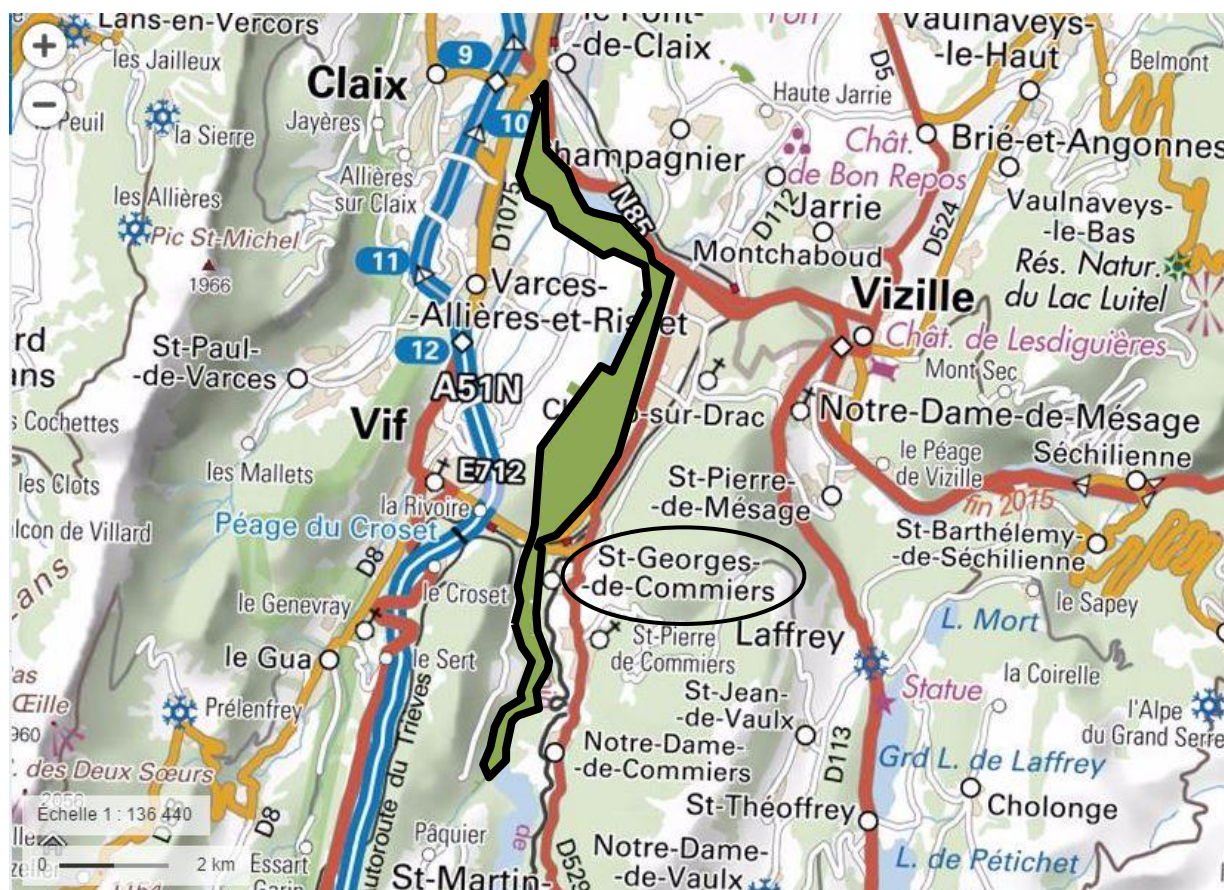


Figure n°6: Périmètre de la RNR des Isles du DRAC – géoportail

Inventaires

Des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)¹ ont été identifiées sur le territoire de Saint Georges de Commiers.

L'une est une ZNIEFF de type I (secteur en général de superficie assez limitée, où sont présents des animaux ou des milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional) et l'autre une ZNIEFF de type II (grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, prenant en compte les fonctionnalités des milieux à plus grande échelle).

La ZNIEFF de type I est la ZNIEFF de la « Basse vallée du Drac » (ZNIEFF n° 820031961). Ce secteur du Drac est à la fois caractérisé par la présence d'espèces remarquables et par l'étendue des espaces préservés.

La ZNIEFF de type II est appelée « Zone fonctionnelle de la vallée du Drac à l'aval de Notre Dame de Commiers » (ZNIEFF n° 820031962). Il s'agit de l'ensemble fonctionnel formé par la basse vallée du Drac, ses zones alluviales, ainsi que les versants environnants.

A noter que sur le territoire communal, les périmètres de ces deux ZNIEFF se superposent strictement et correspondent au lit du Drac.

Deux zones humides ont également été inventoriées sur le territoire de la commune de Saint Georges de Commiers :

- La Zone humide « Drac Amont » qui correspond au lit de la rivière DRAC et recoupe le périmètre de la ZNIEFF de type II et de la Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac,
- La zone humide « Sert Girod », liée à la présence de sources.

Réseaux écologiques

La logique de corridors et de réseaux écologiques est également mise en avant dans le Sud Grenoblois (dont fait partie la commune de Saint Georges de Commiers), avec notamment le Réseau écologique du Département de l'Isère (REDI), la Trame verte et bleue, issue du Grenelle de l'Environnement ou le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Rhône-Alpes.

Les continuités ainsi mises en avant doivent donc être préservées, notamment dans le cadre de la réglementation des boisements. Il s'agit notamment :

- de préserver les continuums boisés qui servent de couloir de déplacements pour la faune,
- de préserver le continuum hydraulique de la vallée du Drac,
- de préserver, voire restaurer les coupures dans le tissu urbain, entre la partie supérieure de la commune (zone montagnarde et forestière) et la vallée du Drac.

La future réglementation des boisements devra prendre en compte cette richesse patrimoniale et environnementale

- En reconnaissant la contribution des boisements à cette richesse (forêts alluviales, corridors ...)
- En s'assurant que les milieux ouverts puissent être préservés (points de vue, richesse écologique, ...)

¹ Le descriptif de ces ZNIEFF figure dans le rapport d'évaluation environnementale de la révision de la réglementation des boisements de Saint Georges de Commiers.

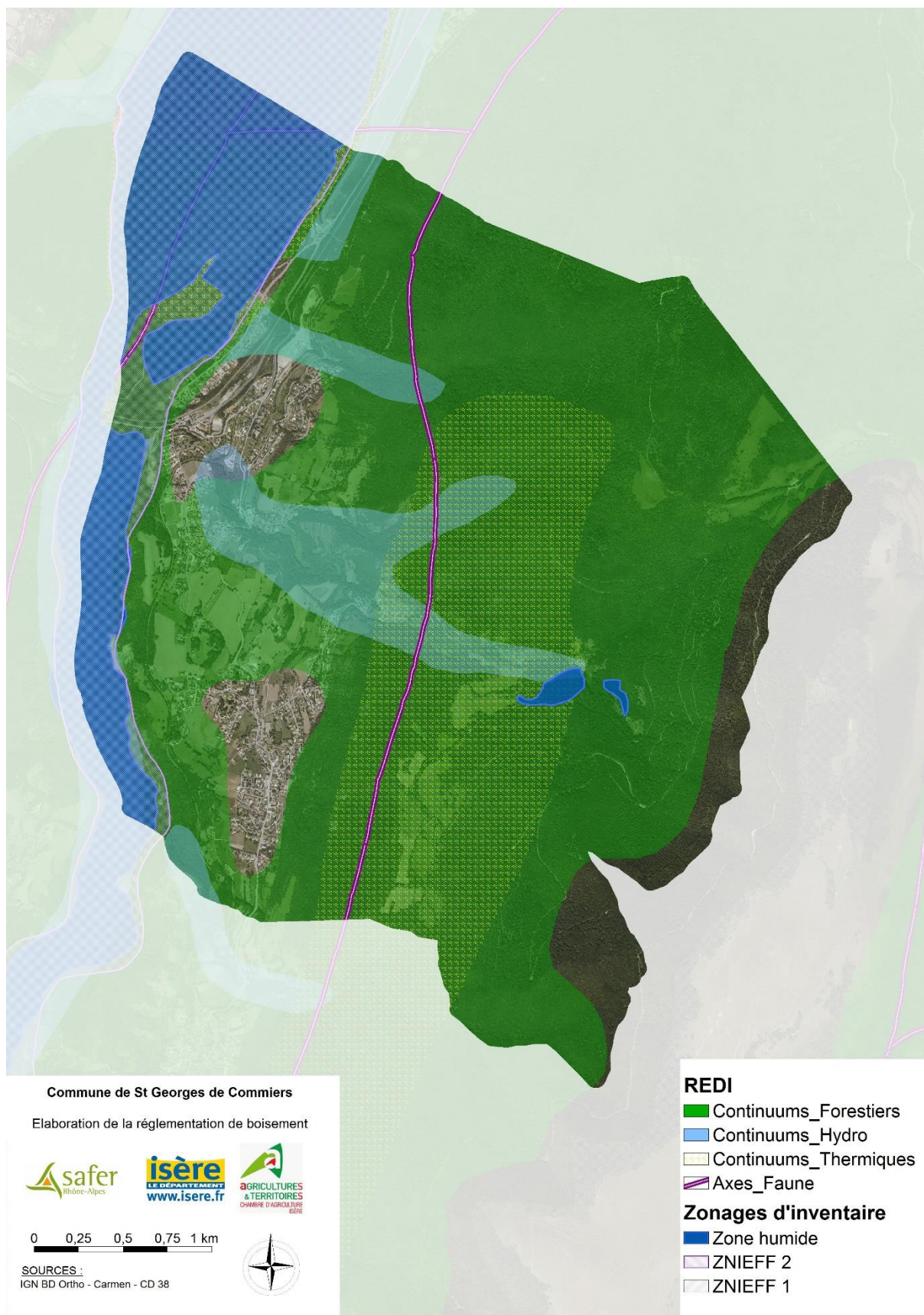


Figure n°7: Inventaires environnementaux et Réseaux Ecologique du Département de l'Isère

Les captages d'eau potable

Trois captages d'eau potable sont implantés sur la commune de Saint Georges de Commiers, au niveau de Sert-Girod, des combes et des Chauvet, dans le lit du ruisseau, les périmètres de protection couvrant les abords immédiats du bassin versant de ce ruisseau.

D'autres périmètres de protection de captage, immédiat et rapproché, sont implantés dans le lit du Drac, au bénéfice de captages situés en aval : Rochefort, Fontagneux, Mollots.

La nécessaire préservation de la qualité de la ressource en eau implique une occupation et une valorisation raisonnée des sols autour de ces prélèvements d'eau.

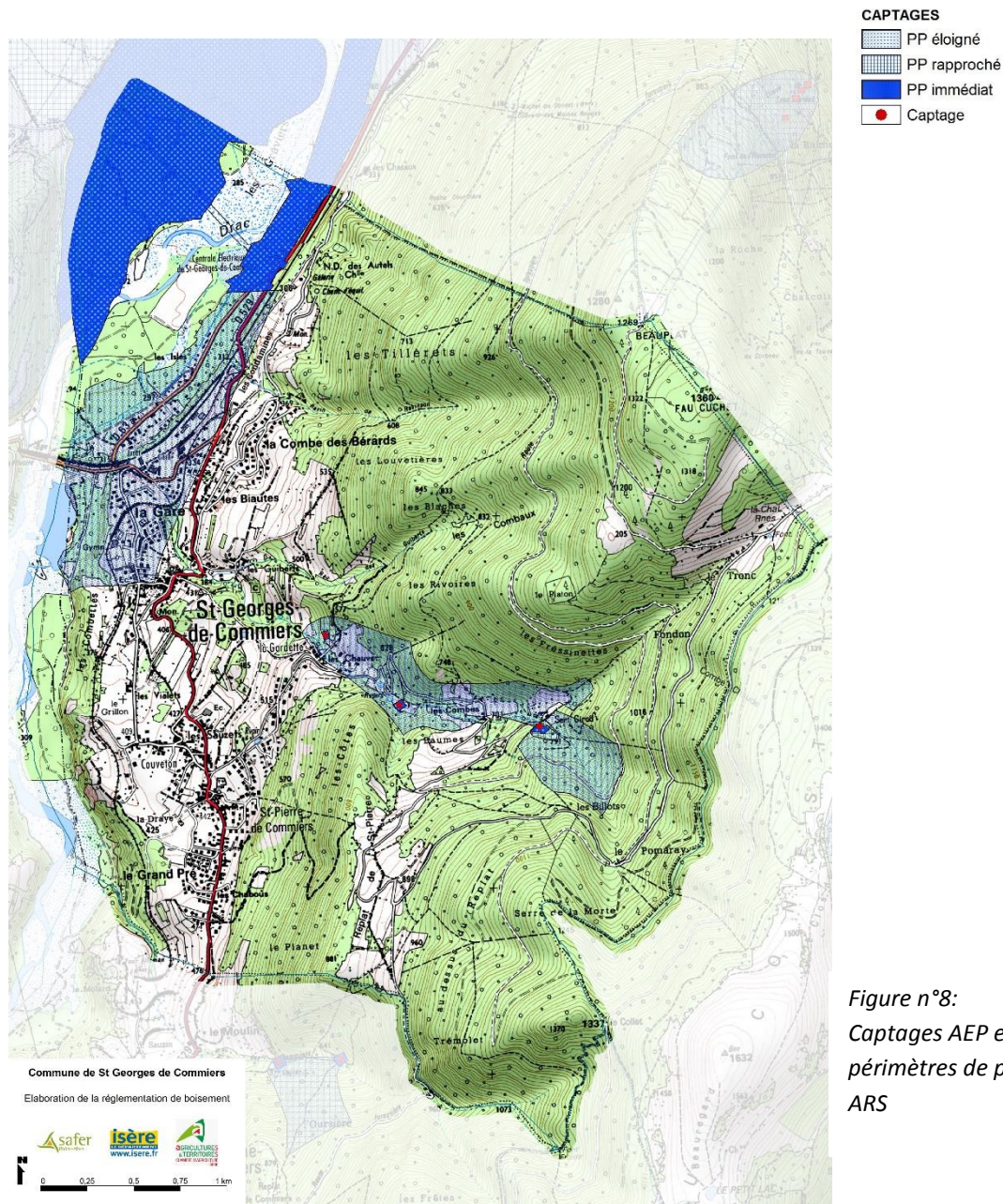


Figure n°8:
Captages AEP et
périmètres de protection -
ARS

La réglementation des boisements veillera à confirmer ces enjeux de préservation et de pérennisation de la qualité des eaux brutes destinées à l'alimentation en eau potable.

Les surfaces boisées sur la commune de Saint Georges de Commiers

Les surfaces cadastrées en nature de bois et espaces naturels couvrent 69% du territoire de la commune de Saint Georges de Commiers, soit environ 915 ha, dont 700 ha cadastrés strictement en bois et forêts, une proportion largement supérieure à la moyenne des communes du Département de l'Isère.

Un quart de ces surfaces correspond à des peuplements résineux (BR) au cadastre, les trois-quarts restant à des peuplements feuillus, dont un quart de « Taillis-sous-Futaie » (BS) et 50% de « Bois Taillis » (BT).

Des précautions doivent néanmoins être prises dans l'analyse du couvert forestier à partir des données du cadastre, tant dans sa superficie que dans sa composition. En effet, la modification de la nature cadastrale d'une parcelle relève d'une démarche volontaire du propriétaire et des défauts d'actualisation par rapport à la nature réelle de l'occupation de la parcelle sont fréquemment observés, notamment pour les petites parcelles de faible valeur fiscale.

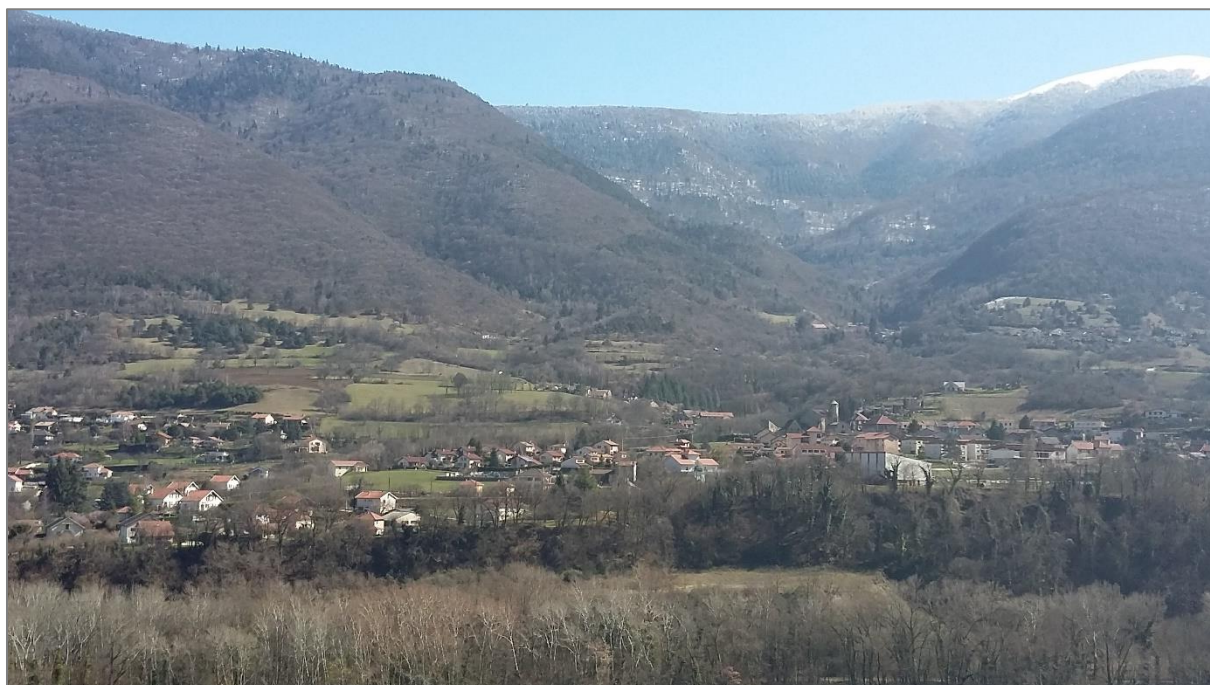


Figure n°9 : Vue sur les boisements de la vallée du Drac et les massifs surplombant la commune.

La structure foncière des espaces boisés

Ensemble des surfaces boisées	Nombre de parcelles boisées	Surface totale des parcelles boisées	Nombre de comptes de propriétés	Surface moyenne par parcelle	Surface moyenne par compte de propriété
St Georges de C.	357	697 ha	80	1,95 ha	8,71 ha

Les espaces boisés de la commune de Saint Georges de Commiers apparaissent relativement bien structurés d'un point de vue foncier, avec une surface moyenne par parcelle de près de 2 ha. Cette structure serait même vraisemblablement meilleure si l'on considérait les tènements fonciers, regroupant des parcelles contiguës et appartenant à un même propriétaire.

La structure de la propriété forestière est également intéressante en affichant une taille moyenne du compte de propriété de 8,7 ha.

Ces chiffres ne constituent toutefois qu'une moyenne à l'échelle communale dans laquelle la part de la forêt communale masque d'importantes différences entre forêt publique et privée.

La commune de Saint Georges de Commiers est en effet propriétaire à elle seule de 616 ha de forêt et parcelles boisées, soit plus de 88% des surfaces cadastrées en bois sur le territoire. Cette forêt communale bénéficie de l'application du Régime Forestier et est gérée par l'Office National des Forêts.

Electricité de France est un autre propriétaire important du territoire avec une surface d'environ 12 ha.

Les parcelles boisées restantes appartiennent donc à des propriétaires privés et apparaissent beaucoup plus morcelées :

Parcelles boisées privées	Nombre de parcelles boisées privées	Surface totale des parcelles boisées privées	Nombre de comptes de propriétés	Surface moyenne par parcelle	Surface moyenne par compte de propriété
St Geroges de C	138	69,7 ha	76	0,5 ha	0,9 ha

A noter par ailleurs qu'une superficie non négligeable de boisement se situe dans le Domaine Public (par définition non cadastré), au niveau du lit du Drac.

Evolution récente des surfaces boisées sur la commune de Saint Georges de Commiers

L'analyse des données du cadastre montre qu'entre 1999 et 2013, les surfaces cadastrées en bois ont reculé de 0,44 ha sur le territoire. Mais l'analyse des surfaces boisées par les données du cadastre montre un certain nombre de limites du fait du défaut d'actualisation des natures cadastrales des parcelles de la part des propriétaires.

En effet, un travail réalisé en sous-commission a permis d'identifier les surfaces réellement boisées sur la commune de Commiers qui couvrent en réalité une surface de près de 980 ha. Plus de 280 ha correspondent ainsi à des parcelles, ou parties de parcelles, dont la nature fiscale ne correspond pas à l'occupation réelle du sol. Il s'agit pour une part de parcelles dont une partie seulement est couverte par une formation boisée (lisière de massif, bosquet) mais qui pour l'essentiel de leurs surfaces ne sont pas des parcelles boisées. Mais pour une part importante de ces 280 ha, il s'agit de parcelles dont la nature cadastrale, le plus souvent agricole (Landes, Pâtures, Prés, ...), n'a pas été modifiée malgré le boisement (généralement spontané) des terrains.

Ces surfaces illustrent l'important phénomène de déprise agricole et de progression de la friche puis des boisements dont témoignent les habitants et les exploitants de la commune, mais dont nous avons déjà écrit qu'il était relativement ancien, en tout cas antérieur au début des années 2000.

Ces 980 ha de surfaces boisées sont, pour leur quasi-totalité, incluses ou attenantes à des massifs boisés de plus de 4 ha. Seules 7 parcelles cadastrales, pour une surface totale d'à peine un demi-hectare sont détachées de massifs de plus de 4 ha.

Les espaces boisés classés (EBC)

Les Espaces Boisés Classés (EBC) au PLU de la commune de Saint Georges de Commiers couvrent une surface de 87,5 ha. Un important travail de redéfinition des EBC a été effectué à l'occasion de l'élaboration du PLU puisque le précédent document d'urbanisme, le POS de 1980 révisé en 1986, affichait près de 1 050 ha classés en EBC (en incluant les surfaces du Domaine Public).

Les Espaces Boisés Classés qui ont été maintenus dans le PLU concernent aujourd'hui :

- les boisements qui se situent sur les périmètres des aléas forts des risques naturels ;
- les essences rares ;
- les arbres isolés remarquables ;
- les boisements situés sur les terrains attenants au ruisseau des Chaussières.

Rappelons qu'on ne peut interdire le boisement ou le reboisement de surfaces classées en EBC au titre de la réglementation des boisements.

Autres enjeux liés à la présence des boisements

Outre leur fonction paysagère, les boisements jouent aussi un rôle important :

- dans la limitation du risque d'érosion, en particulier sur les terrains en pente ;
- dans la prévention et la gestion des inondations : les boisements alluviaux participent à la régulation du débit des cours d'eau et à la diminution de la force du courant lors de crues ;
- dans la prévention et la limitation des impacts potentiels des autres risques naturels (glissement de terrain, chutes de pierres ou de blocs ...) ;
- dans la gestion qualitative de la ressource en eau, puisque les boisements permettent de limiter les fuites d'intrants (produits phytosanitaires et nitrates) vers les rivières et les nappes ;
- dans la préservation de la biodiversité, en servant d'habitat notamment à la faune sauvage ;
- dans la construction du cadre de vie des habitants de la commune ;
- pour l'accueil d'activités de loisir, sportive ou de détente de plein-air ;
- pour l'économie du territoire.

La quasi-totalité de la surface boisée est incluse dans des massifs forestiers de plus de 4 ha.

Des EBC identifient des formations boisées spécifiques, y compris dans des secteurs agricoles

⇒ **La majeure partie des surfaces actuellement boisées sera *de facto* dans le périmètre libre de la réglementation des boisements.**

Les boisements « hors massif » pourront être étudiés au cas par cas, notamment au regard de leur intérêt économique, social ou environnemental par rapport aux autres enjeux du territoire (agricoles notamment). Le rôle de la future réglementation des boisements sera de juger de **l'intérêt d'un boisement** existant ou à constituer d'un point de vue économique, social, environnemental ou paysager, par **rapport aux autres usages possibles du foncier**, dans **son contexte très local**

- Proximité d'habitations
- Cônes paysagers
- Impacts sur les cultures voisines

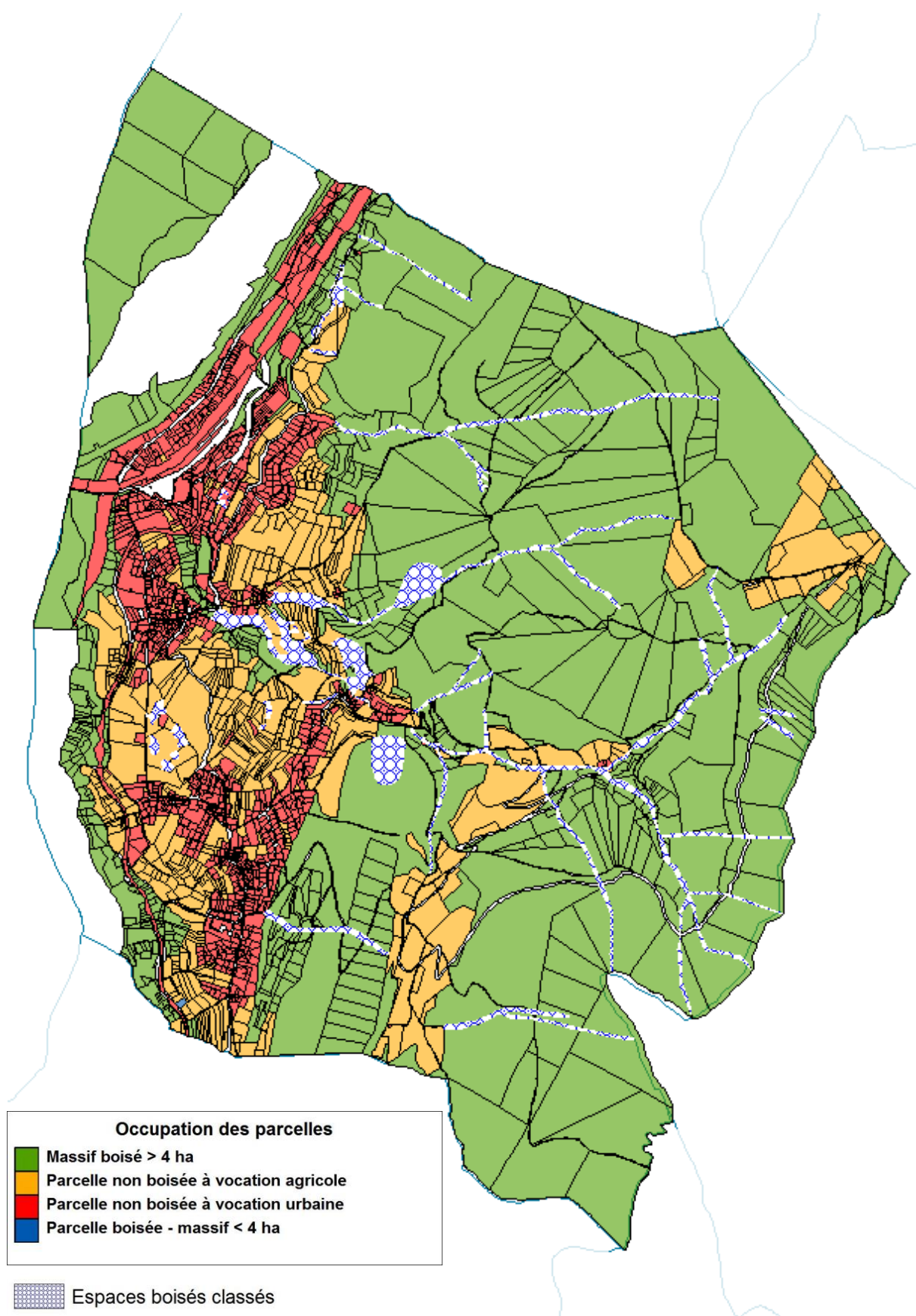


Figure n°10 : Surfaces boisées rattachées ou non à des massifs forestiers et Espaces Boisés Classés

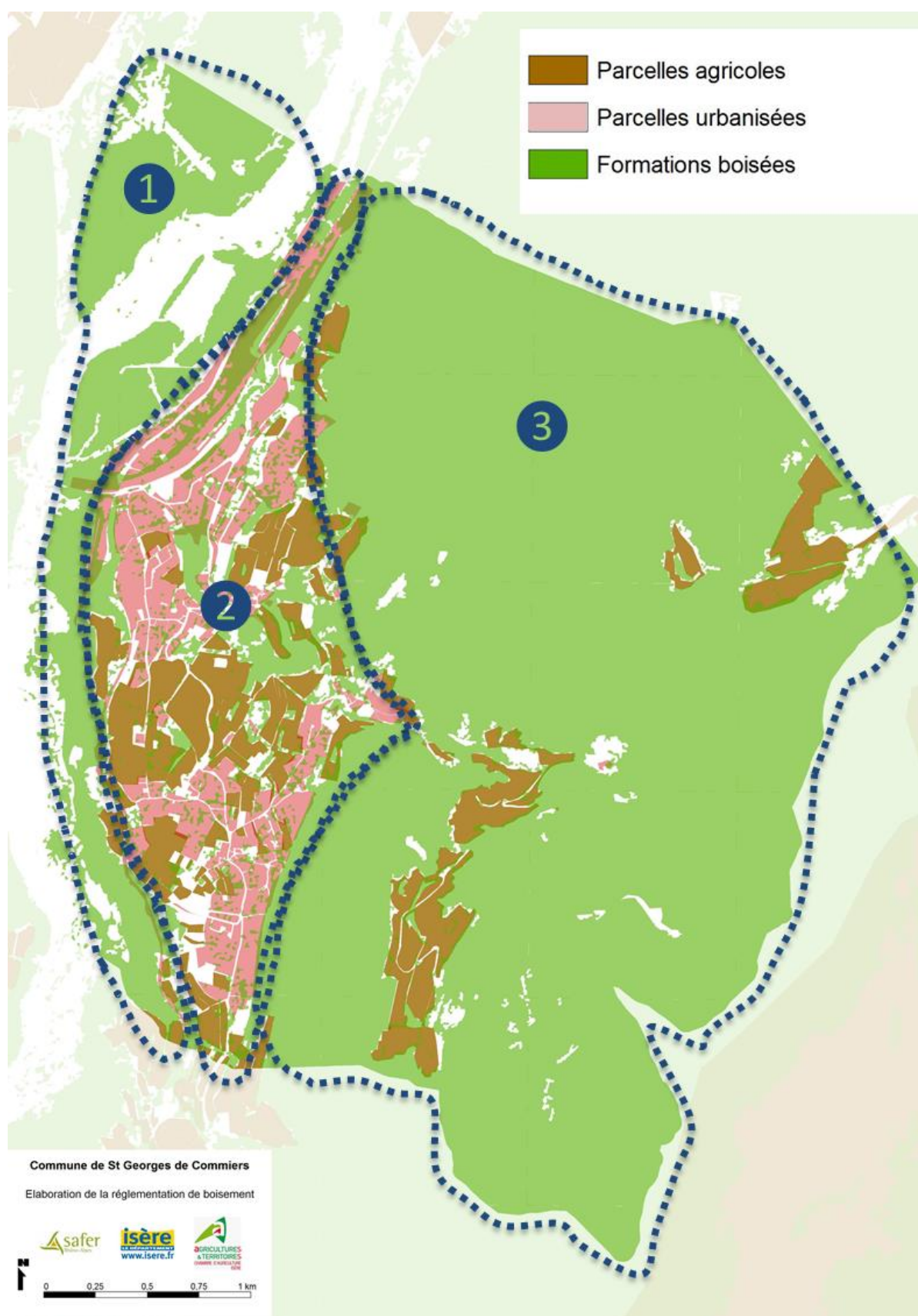


Figure n°11 : Carte de synthèse des enjeux.

Au vu du croisement de la problématique « boisement » avec chacune des thématiques analysées précédemment, il apparaît que le territoire de la commune de Saint Georges de Commiers peut se segmenter en trois zones, présentant chacune des enjeux particuliers.

A l'ouest, la **zone 1** concerne la vallée du Drac. Les enjeux sont liés à la **préservation de la qualité écologique remarquable** de ce milieu, souligné par la présence de la Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac et les inventaires environnementaux (ZNIEFF, Zones humides). D'autres enjeux concernent par ailleurs la **prévention des risques naturels**, crue et glissement de terrain, ainsi que la **préservation de la ressource en eau** dans les périmètres de captage d'eau potable.

Sur le plateau, la **zone 2** concentre l'essentiel des enjeux relatif à la réglementation des boisements :

- Maintien du potentiel agricole dans un secteur qui présente les meilleures potentialités agronomiques (terres labourables) mais soumis par ailleurs à la pression de l'artificialisation ;
- Préservation des paysages et du cadre de vie ;
- Préservation ou restauration des corridors écologiques entre la montagne en amont et la vallée du Drac ;
- Mise en valeur du patrimoine bâti remarquable.

Dans cette zone, la réglementation des boisements devra permettre d'instaurer un équilibre entre les différents usages du foncier qui prenne en considération l'ensemble de ces enjeux.

Le secteur amont (zone 3) correspond au secteur montagnard, marqué par une forte vocation forestière. Néanmoins, des espaces agricoles sont mis en valeur dans ce périmètre, principalement des prairies sur lesquelles pèsent par endroit des risques d'enfrichement. Ce secteur est en outre porteur d'enjeux environnementaux (zones humides, continuum forestier avec des trouées agricoles ...) qu'il s'agit de prendre en compte.

Cette trame a servi de support de réflexion et de discussion aux membres de la sous-commission pour aboutir au projet de réglementation présenté ci-après.

La conduite de la démarche

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est réunie en Mairie de Saint Georges de Commiers pour la première fois le 21 septembre 2015. Cette réunion a été l'occasion pour le Conseil départemental et le prestataire chargé d'accompagner les travaux de la CCAF (groupement d'études Safer Rhône-Alpes / Chambre d'Agriculture de l'Isère) de rappeler le fondement de la démarche et les différentes étapes de sa mise en œuvre.

Au cours de cette réunion, une sous-commission a été instituée, composée de membres de la CCAF (représentants d'exploitants agricoles, de propriétaires forestiers, de propriétaires fonciers et d'élus), chargée de suivre les travaux du prestataire et de préparer les futures réunions de la CCAF.

La CCAF a demandé au Conseil départemental d'édicter des mesures conservatoires (tel que prévu à l'article R126-7 du Code rural et de la pêche maritime) pendant la période d'élaboration de la réglementation. La sous-commission a été chargée d'établir la liste des parcelles concernées.

La sous-commission s'est réunie 3 fois entre la première et la deuxième réunion de la CCAF² :

Le 02 novembre 2015

Un travail de détermination des massifs boisés de plus de 4 ha (et de plus de 0,5ha pour la forêt alluviale) a été entrepris. Les sièges des exploitations et les bâtiments agricoles ont été localisés.

L'ensemble des parcelles non boisées a été identifié et la sous-commission, comme la CCAF lui en avait donné délégation, a proposé que le Conseil départemental édicte des mesures à titre conservatoire pour que soit interdit tout nouveau boisement d'une parcelle non boisée durant la période d'élaboration de la réglementation des boisements.

Enfin, en vue de préparer le diagnostic communal, un examen des thématiques à traiter, des références bibliographiques disponibles et personnes ressources à rencontrer a été réalisé.

Le 07 mars 2016

La trame du diagnostic communal et des principaux enjeux ayant trait aux boisements a été validée, de même que la doctrine retenue pour déterminer le caractère boisé (ou non) d'une parcelle, permettant de terminer le repérage des massifs boisés de plus de 4ha (et de plus de 0,5ha pour la forêt alluviale) qui seront *de facto* classés dans le périmètre libre au boisement, conformément à la délibération de cadrage du Département.

En l'absence de toute définition légale d'une parcelle boisée, le choix a été fait de s'appuyer sur la législation en vigueur en matière d'autorisation de défrichement. Ainsi, lorsqu'une parcelle était susceptible d'être défrichée sans autorisation, elle a été exclue des massifs boisés constitués.

Enfin, la réflexion s'est portée sur les orientations de la future réglementation, le zonage et le projet de règlement.

Le 06 juin 2016

La sous-commission a travaillé sur les propositions de périmètres et de règlements à présenter à la CCAF.

Parallèlement aux réunions de la sous-commission, le prestataire a procédé à un certain nombre de visites de terrain et de rencontres avec les acteurs du territoire (élus, agriculteurs, forestiers et propriétaires fonciers,) pour affiner le classement des parcelles incluses ou attenantes à un massif boisé, valider les enjeux liés aux boisements et recueillir les souhaits de chacun concernant la future réglementation.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est à nouveau réunie le 22 juillet 2016 en Mairie de Saint Georges de Commiers, et a proposé au Conseil départemental son projet de réglementation des boisements pour la commune de Saint Georges de Commiers.

² Voir les comptes rendus des sous-commissions et les procès-verbaux des CCAF en annexe.

Les principes retenus pour la révision de la réglementation des boisements

(cf. carte des zonages page 28).

Conformément à la délibération de cadrage prise par le Conseil départemental, les massifs boisés de plus de 4 ha sont proposés dans **le périmètre libre au boisement**. Cette zone concerne l'essentiel du massif montagneux à l'est de la commune ainsi que la vallée du Drac et des corridors boisés entre ces deux entités.

L'ensemble des surfaces boisées classées en Espace Boisé Classé (EBC) au document d'urbanisme ont également été intégrées au périmètre libre de boisement, même lorsqu'elles ne concernaient que des parties de parcelles : lisières, ripisylves de ruisseau, bosquets ...

Il a ensuite été proposé qu'un **périmètre réglementé** soit établi aux abords des châteaux et bâtis remarquables de la commune dans le double objectif de les préserver d'une trop grande proximité de boisements forestiers, tout en rendant possible des aménagements paysagers par le biais de plantations qui contribueraient à leur mise en valeur.

Un périmètre interdit au boisement a été proposé sur toutes les zones urbaines ou à urbaniser de manière à éviter que d'éventuelles plantations ne génèrent des nuisances au milieu du tissu bâti, tout en rappelant que la réglementation des boisements ne s'appliquait pas aux parcs et jardins, lorsqu'ils sont cadastrés comme tels, attenants à des habitations.

L'ensemble des surfaces agricoles a également été proposé en périmètre interdit. Ce classement répond à la préoccupation principale qui a motivé l'élaboration de cette réglementation des boisements, à savoir la préservation du potentiel foncier agricole sur le territoire de la commune de Saint Georges de Commiers.

Dans ce même esprit, les quelques parcelles boisées isolées dans l'espace agricole et non-attenantes à des massifs boisés de plus de 4 ha ont été classées en périmètre interdit. Si ces boisements devaient faire l'objet d'une coupe rase, leur reconstitution serait interdite.

La répartition des parcelles entre les différents périmètres de la réglementation de boisement se fait de la façon suivante :

- Périmètre libre : 848 parcelles (ou parties de parcelles), 985 ha
- Périmètre réglementé : 11 parcelles (ou parties de parcelles), 4,6 ha
- Périmètre interdit : 2 074 parcelles (ou parties de parcelles), 347 ha

Les prescriptions applicables en périmètre réglementé dans la réglementation des boisements

Le règlement du périmètre réglementé a été établi conformément aux prescriptions de la délibération de cadrage du Conseil départemental.

En cas de boisement ou de reboisement, les distances de recul vis-à-vis des fonds voisins proposées sont, quelles que soient les essences :

- pour les fonds agricoles voisins non boisés, un **recul de 4 m** par rapport à la limite de la parcelle,
- pour les cours d'eau, un **recul de 4 m** par rapport au sommet de la berge, et 24 m par rapport à l'axe des cours d'eau qui divagent,
- par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est **de 2m** par rapport à la limite du domaine public³, hors chemins ruraux (les distances de recul pouvant être appliquées vis-à-vis des chemins ruraux ne relèvent pas de la réglementation des boisements, mais des articles D.161-22 et D. 161-24 du Code rural et de la pêche maritime. Ce point sera précisé dans la réglementation future),
- pour les habitations (par rapport à la limite du bâti), les zones de loisirs et établissement recevant du public, un **recul de 30 m, en cas de boisement, et de 6 m en cas de reboisement**.

Par ailleurs, la Commission Communale d'Aménagement Foncier a fait le choix de ne pas proposer d'interdiction d'essences dans le périmètre réglementé, ni de zones prédéfinies pour l'implantation de taillis à courte ou très courte rotation.

Il est rappelé que les sapins de Noël font l'objet d'une réglementation spécifique et n'entrent pas dans le champ de la réglementation des boisements. Il en va de même pour les vergers, les truffières et les parcelles conduites en « agroforesterie ». Ces dernières pourront être autorisées, y compris en périmètre interdit, selon la définition suivante :

Les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agroforestiers, doit pouvoir être réalisée :

- *soit par un propriétaire foncier qui souhaite orienter et valoriser son foncier agricole dans le cadre de systèmes agroforestiers. A condition pour lui de s'engager, dans le cadre d'un bail rural, à mettre les terrains concernés à disposition d'un exploitant agricole ou d'être lui-même un exploitant agricole.*
- *soit par un exploitant agricole, locataire en place, avec accord du propriétaire pour la réalisation de la plantation d'arbres agroforestiers.*

Dans tous les cas, la plantation d'arbres (<200 unités/ha) doit s'accompagner d'une mise en valeur agricole des parcelles. La non-culture ou le non pâturage pendant 3 années consécutives est considérée comme le non-respect de cette obligation.

³ La distance relative à la voirie prévue dans la délibération cadre n'est pas une distance minimale mais une distance fixe, notamment parce que le Département ne dépasse pas 2 m dans son règlement de voirie (distance issue du Code de la voirie routière).

Annexes

TABLE DES ANNEXES

Procès-verbal de la réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier du 21/09/2015	p. I
Compte-rendu de la réunion de la sous-commission du 02/11/2015	P. V
Compte-rendu de la réunion de la sous-commission du 07/03/2016	P. IX
Compte-rendu de la réunion de la sous-commission du 06/06/2016	P. XIV
Procès-verbal de la réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier du 26/07/2016	P. XX

**COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE
SAINT GEORGES DE COMMERS
PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 21 SEPTEMBRE 2015**

L'an 2015, le 21 septembre à 9 heures 30 s'est réunie en mairie de Saint Georges de Commiers, la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de Saint Georges de Commiers, constituée par arrêté du Président du Département de l'Isère en date du 16 juin 2015, sous la présidence de Monsieur Jacky Roy, désigné par le Tribunal de Grande Instance.

Après avoir été régulièrement convoqués, étaient présents avec droit de vote:

- M. Christian Coigné, Vice-Président du Département de l'Isère chargé de l'ingénierie urbaine, du foncier et du logement
- M. Marc Bonnet-Masimbert, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Robert Turfat, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. René Chambat, propriétaire de biens fonciers non bâtis (suppléant)
- M. Laurent Baffert, exploitant agricole (titulaire)
- M. Francis Claveau, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Norbert Grimoud, Maire de Saint Georges de Commiers (titulaire)
- Mme Jacqueline Paulin, conseillère municipale (titulaire)
- Mme Yvonne Coing-Bellet, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Olivier Perrin, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (suppléant)
- Mme. Marie-Anne Chabert, Département de l'Isère (suppléante)

Assistaient également à la réunion sans droit de vote :

- M. Jean-Pierre Miquet, conseiller municipal (suppléant)
- M. Marc Gaillet, SAFER Rhône-Alpes (en tant que prestataire)
- Mme Marjolaine Brousse-Gramary (commune de Saint Georges de Commiers)

Etaient excusés en ayant transmis un pouvoir :

- M. Pierre Bessiron, propriétaire de biens fonciers forestiers, pouvoir transmis à Monsieur Jacky Roy
- M. Christian Boulais, délégué du Directeur départemental des services fiscaux, pouvoir transmis à Monsieur Jacky Roy
- M. Arnaud Callec, Département de l'Isère (titulaire), pouvoir transmis à Marie-Anne Chabert

Etait excusé sans nécessité de transmettre un pouvoir (présence du suppléant) :

- Monsieur Pierre Gimel, Conseiller départemental du canton du Pont-de-Claix

Etaient excusés :

- Mme. Marie-Paule de Thiersant, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages
- M. Erige de Thiersant, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages
- M. Alain Mathieu, propriétaire de biens fonciers forestiers

Le secrétariat de la séance est assuré par M. Aymeric Montanier, Département de l'Isère

Le Président ouvre la séance de cette 1^{ère} commission d'aménagement foncier et constate que la commission réunit les conditions pour délibérer valablement en application de l'article R.121-4 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) car le quorum est atteint (15 membres ayant voix délibérative sur 21).

Monsieur Grimoud remercie tous les membres présents et indique que la commune souhaite travailler sur la problématique des coteaux, de l'enfrichement et de la préservation des espaces agricoles. La réglementation des boisements est un des outils qu'il compte mobiliser pour résoudre cette problématique.

Monsieur Coigné indique que les procédures d'aménagement foncier sous compétence départementale, dont la réglementation des boisements, sont un outil à la disposition des communes qui souhaitent préserver leur foncier agricole. Il évoque les mêmes problématiques d'enfrichement sur sa commune de Sassenage.

Le Président, après avoir présenté son parcours professionnel passé à la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) puis à la Direction départementale des territoires (DDT), mentionne qu'il y a d'autres outils possibles pour lutter contre la friche.

1. Présentation

La présentation s'appuie sur un diaporama, qui figure en annexe de ce présent procès-verbal.

Monsieur Montanier présente la procédure jusqu'à la diapositive n°8 puis Monsieur Gaillet, prestataire mandaté par le Département de l'Isère, finit le reste de la présentation.

Monsieur Montanier indique que les délais sont longs mais qu'ils sont imposés par le code rural et de la pêche maritime. Le Département s'efforce de les raccourcir, notamment en demandant des retours rapides sur les avis réglementaires.

Concernant l'état des lieux des documents existants sur la commune, personne n'en voit d'autres. Le document de gestion forestière en lien avec l'ASA de la Rouveyre n'est pas connu. Le Président indique qu'il pourrait être intéressant d'intégrer la cartographie des zones éligibles au Programme d'entretien des zones menacées d'abandon (PEZMA), mis en œuvre par le Département de l'Isère jusqu'en 2010.

Monsieur Bonnet-Masimbert évoque la nécessité de faire attention sur la manière de présenter le lien entre agriculture et paysage. Il tient à ce que « la vocation agricole des terrains » ne le soit pas que pour des questions de paysage et qu'il s'agit avant tout d'une activité économique.

Monsieur Grimoud indique que des études sont en cours sur la thématique des captages.

Madame Chabert pense que le Centre botanique national alpin (CBNA) a pu faire des études ou inventaire sur la commune et qu'il pourrait être intéressant que le prestataire prenne contact avec eux.

2. Constitution d'une « sous-commission »

Monsieur Montanier explique que la sous-commission a pour rôle de préparer les décisions de la Commission en définissant des projets de règlement et de périmètre, notamment par des visites de terrain et des rencontres avec des « personnes ressources » du territoire.

Le Président invite les membres de chaque collège à participer. Les personnes volontaires sont les suivantes :

Mairie	M. Norbert Grimoud
Secrétaire de la CCAF	M. Aymeric Montanier
Exploitants agricoles	M. Laurent Baffert
Propriétaires de biens fonciers forestiers	M. Francis Claveau
Propriétaires de biens fonciers non bâtis	M. Marc Bonnet-Masimbert

Monsieur Grimoud indique qu'il proposera aussi à Messieurs Laurent Felici et Claude Faucheran de participer aux sous-commissions

Le Président propose de soumettre au vote le principe de la sous-commission ainsi que sa composition ci-dessus. Cette composition est adoptée à l'unanimité des présents.

L'animation de cette sous-commission sera assurée par Marc Gaillet et Laurent Malcayran.

3. Mesures transitoires à titre conservatoire

Monsieur Montanier indique que le Code rural et de la pêche maritime permet au Président du Département de prendre des mesures transitoires à titre conservatoire valables le temps de l'élaboration de la nouvelle réglementation. Ainsi, il peut édicter à l'intérieur d'un périmètre défini et à titre conservatoire des mesures d'interdiction ou de restriction des semis, plantations et replantations d'essences forestières. Pour cela, le Département souhaite recueillir l'avis de la commission.

Monsieur Coigné et le Président indiquent, qu'à titre personnel, ils sont plutôt favorable à ce principe de mesures conservatoires, afin notamment d'éviter des « mauvaises surprises ».

Monsieur Montanier propose que la première sous-commission puisse regarder les parcelles potentiellement concernées par ces mesures transitoires afin d'en établir la liste. Monsieur Grimoud pense que ce serait une bonne base de travail.

La date de la première sous-commission est fixée au lundi 2 novembre 2015 à 9h30 en mairie.

Monsieur Montanier propose d'envoyer le compte rendu de la première sous-commission, accompagné de la carte et de la liste des parcelles concernées, avant validation par la commission permanente du Département de l'Isère.

Le Président propose de soumettre au vote le principe de mettre en œuvre des mesures transitoires à titre conservatoire à partir de la liste des parcelles proposée par la sous-commission. Ce principe est adopté à l'unanimité des présents.

4. Questions diverses

Monsieur Grimoud clôt la réunion en se félicitant que cette procédure commence, tout en sachant que le travail sur le foncier est difficile et long. Il explique que la commune gère ses parcelles forestières mais que le problème est l'avancée de la forêt. Madame Coing-Belley que la dynamique du bois dépend de ce qu'on peut en faire en termes d'exploitation.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance après avoir remercié tous les membres pour leur travail.

Le Président,

Le secrétaire de séance,

Jacky Roy

Aymeric Montanier

PV (avec son annexe) :

- A faire figurer sur le registre prévu à l'article R. 121-4 du CRPM
- A notifier aux membres (titulaires et suppléants) de la CCAF

Décisions de la CCAF :

- à afficher en mairie et à transmettre au président du Conseil général et au Préfet dans les conditions de l'article R. 121-6 du CRPM

ELABORATION DE LA REGLEMENTATION DE BOISEMENT

COMMUNE DE SAINT GEORGES DE COMMIIERS

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE LA SOUS-COMMISSION

DU LUNDI 2 NOVEMBRE 2015 A 09H30 A LA MAIRIE DE ST GEORGES DE COMMIIERS

Étaient présents :

Nom et prénom	Collège
M. GRIMOUD Norbert	Maire de St Georges de Commiers
M. BAFFERT Laurent	Exploitant agricole
M. CLAVEAU Francis	Propriétaire forestier
M. FAUCHERAND Claude	Invité
M. MASIMBERT Marc	Propriétaire foncier
M. MIQUET Jean-Pierre	Conseiller municipal
M. MONTANIER Aymeric	Conseil départemental 38 – secrétaire de la CCAF
M. GAILLET Marc	SAFER Rhône-Alpes - prestataire
M. MALCAYRAN Laurent	SAFER Rhône-Alpes - prestataire
M. FEVRE Antoine	SAFER Rhône-Alpes - prestataire

M. le Maire introduit la réunion et remercie les participants de s'être rendus disponibles.

Il rappelle de l'un des objectifs qui a prévalu à la mise en œuvre de cette démarche est la volonté de conserver un maximum de surfaces ouvertes à disposition de l'agriculture.

Marc GAILLET présente l'ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 1- Evolution des boisements
- 2- Champs d'application de la future réglementation : définition des massifs boisés
- 3- Mesures Conservatoires
- 4- Bilan de la bibliographie existante pour l'élaboration du diagnostic
- 5- Liste des acteurs à rencontrer
- 6- Identification et localisation des bâtiments agricoles
- 7- Planning prévisionnel de la suite de la procédure
- 8- Questions diverses

1- Bilan de l'application de la précédente réglementation

- voir diaporama joint -

Les membres de la sous-commission sont invités à comparer les photographies aériennes de la commune de St Georges de Commiers prises en 2003 et en 2012 (dernière année disponible).

La comparaison de ces deux photographies montre que si en certains endroits (Lachal et Les Guiberts notamment) l'enfrichement semble s'être développé, il n'y a cependant pas eu de progression importante des boisements sur la période.

Les membres de la sous-commission soulignent que l'augmentation des surfaces boisées, notamment du fait de la progression naturelle des boisements, est antérieure à cette période.

Une question se pose la parcelle B 586 où une trouée est visible dans le massif boisé sur la photographie aérienne de 2003 et semble s'être boisée en 2012 : s'agit-il du boisement d'un ancien espace agricole ou du reboisement suite à une coupe rase ? Une visite de terrain devra permettre de répondre à cette interrogation.

2- Champs d'application de la future réglementation : définition des massifs boisés.

L'objectif de ce travail est de définir le périmètre d'application possible de la future réglementation, à savoir les parcelles non boisées ou les parcelles boisées situées dans les massifs d'une surface inférieure au seuil de 4 ha défini dans la délibération de cadrage du Département. Ce seuil est fixé à 0.5 ha pour la forêt alluviale.

Un prétraitement cartographique a permis de repérer les massifs boisés de plus de 4 ha situés sur le territoire communal.

Ce prétraitement a été présenté aux membres de la sous-commission, dont la connaissance du territoire communal a permis de valider et surtout compléter les informations récoltées.

Lorsqu'une parcelle cadastrale présente différentes natures réelles d'occupation du sol (par exemple une partie agricole et une autre boisée), les membres de la sous-commission ont souhaité que cette nature réelle prévale. Certaines parcelles cadastrales ont ainsi été divisées, chaque partie de parcelle ayant été classée selon son état réel boisé ou non boisé.

3- Mesures conservatoires.

Marc GAILLET invite les membres de la sous-commission à se prononcer sur les mesures conservatoires qui pourraient être prises pour éviter le boisement intempestif de parcelles avant l'entrée en vigueur de la future réglementation de boisement.

Aymeric MONTANIER rappelle que la CCAF du 21/09/2015 s'était prononcée pour l'édiction de mesures conservatoires consistant à interdire le boisement de l'ensemble des parcelles non boisées sur le territoire communal.

La liste de parcelles ou parties de parcelles sera établie à partir de la cartographie, Marc GAILLET est chargé de la transmettre rapidement au Conseil départemental afin que les mesures conservatoires puissent être votées lors de la commission permanente du mois de décembre.

4- Bilan de la bibliographie.

- voir diaporama joint -

Aucun document ou étude supplémentaire n'a été proposé en dehors de ceux déjà présentés lors de la réunion de la CCAF du 21/09/2015.

5- Liste des acteurs à rencontrer.

- voir diaporama joint -

Pas de remarques particulières.

6- Identification et localisation des bâtiments agricoles.

Les membres de la sous-commission ont ensuite entrepris un travail de localisation et d'identification des bâtiments agricoles sur la commune ; 3 sièges d'exploitation ont été localisés.

7- Planning prévisionnel de la sous-commission.

- voir diaporama joint -

La prochaine réunion de la sous-commission est programmée pour février 2016.

8- Suite de la procédure – questions diverses.

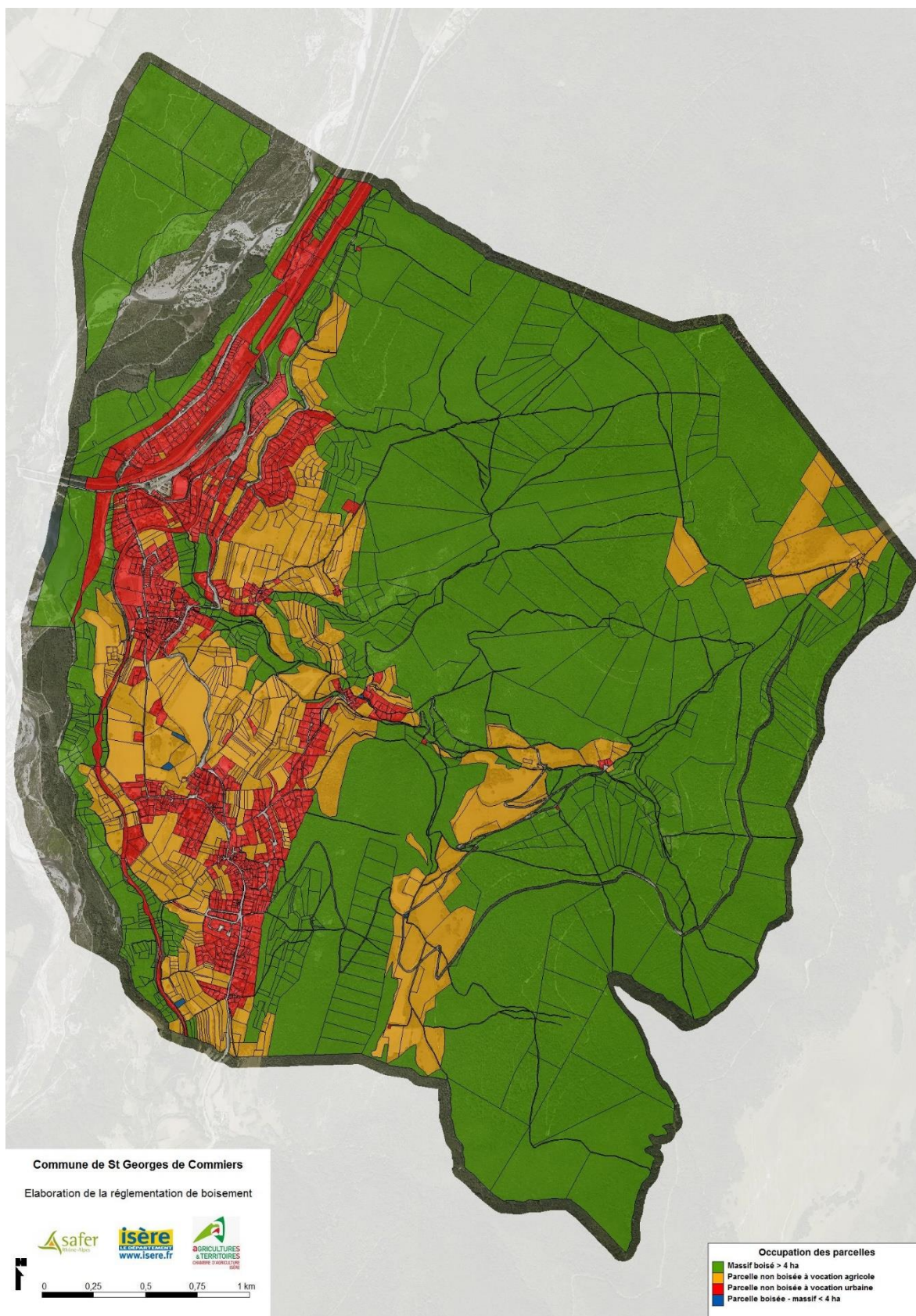
En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Le Prestataire

SAFER Rhône-Alpes



Etat de l'occupation réelle des parcelles de la commune de St Georges de Commiers suite au travail de la sous-commission réunie le 02 novembre 2015



ELABORATION DE LA REGLEMENTATION DE BOISEMENT

COMMUNE DE SAINT GEORGES DE COMMERS

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE LA SOUS-COMMISSION

DU LUNDI 7 MARS 2016 A 9H30 A LA MAIRIE SAINT GEORGES DE COMMERS

Étaient présents :

Nom et prénom	Collège
Mme PAULIN Jacqueline	Mairie de St Georges de Commers
M. GRIMOUD Norbert	Maire de St Georges de Commers
M. FELICI Laurent	Mairie de St Georges de Commers
M. BONNET-MASIMBERT Marc	Propriétaire foncier non bâti
M. MONTANIER Aymeric	Conseil départemental 38 – secrétaire CCAF
Mme VILATTE Aurélie	Chambre d’agriculture - prestataire
M. GAILLET Marc	SAFER Rhône-Alpes - prestataire

Était excusé :

Nom et prénom	Collège
M. BAFFERT Laurent	Propriétaires Forestiers

Marc GAILLET présente l’ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 9- Premiers éléments de diagnostic : définition des enjeux
- 10- Mise en place d’une première ébauche de zonage
- 11- Réflexion sur les prescriptions
- 12- Planning prévisionnel de la suite de la procédure
- 13- Questions diverses

- voir diaporama joint -

1- Premiers éléments de diagnostic : définition des enjeux

a. Urbanisme

L'urbanisation sur la commune de St Georges de Commiers se caractérise par :

- ✓ un taux d'urbanisation moyennement élevé mais qui occupe une part importante des espaces non boisés, et une dynamique d'artificialisation assez soutenue depuis 1968.
- ✓ un rythme développement important des surfaces à vocation économique,
- ✓ une croissance démographique très forte sur les cinquante dernières années,
- ✓ conséquence : consommation de foncier agricole (15,5 ha sur la période comprise entre 1999 et 2013).

87,5 ha sont répertoriés au titre des Espaces Boisés Classés (e.b.c.) dans le document d'urbanisme en vigueur, contre plus de 1000 ha dans le précédent ; ils portent ponctuellement sur des terrains non boisés (secteur des Viateurs). Ils se concentrent dans les secteurs d'aléas et risques naturels : berges des ruisseaux et torrents, zones d'éboulements / chutes de pierres.

Un rappel est fait concernant les incidences d'un classement en e.b.c. (*interdiction de tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements*).

Les couches informatiques (SIG) des e.b.c. seront indispensables pour permettre une délimitation fine des parcelles ou partie de parcelles couvertes par ce zonage, elles sont à demander auprès de l'AURG.

b. Agriculture

L'agriculture sur la commune de st Georges se caractérise par :

- ✓ Une part assez limitée des espaces agricoles (22% de la surface cadastrale), liée à la place prépondérante des espaces forestiers.
- ✓ 7 exploitants déclarent exploiter des surfaces sur la commune (148 ha au total), 3 y ont leur siège d'exploitation.
- ✓ Des espaces agricoles identifiés mais qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à la PAC.
- ✓ L'essentiel des espaces agricoles concentrés sur le plateau, mais des zones de pâturage dans la montagne.
- ✓ Des parcelles qui ont bénéficié du Programme d'Entretien des Espaces Menacés d'Abandon (PEZMA) du Département (jusqu'en 2010).
- ✓ Des enjeux liés à la préservation du potentiel agricole, au maintien du cadre de vie et à la biodiversité.

Les membres de la sous-commission font état de la déprise agricole à l'œuvre sur la commune et de l'importance de maintenir une agriculture dynamique pour lutter contre la fermeture des paysages, tout en constatant la difficulté d'installer des agriculteurs (surfaces disponibles, morcellement, absence de siège d'exploitation).

c. Environnement

- voir diaporama joint⁴ -

Les enjeux environnementaux portent essentiellement sur :

- ✓ le secteur de la plaine du Drac :
 - ZNIEFF de type 1 : Basse vallée du DRAC
 - ZNIEFF de type 2 : Zone fonctionnelle de la vallée du DRAC à l'aval de ND de Commiers
 - Zone humide Le Drac Amont.
- ✓ Des zones humides inventoriées dans le secteur de Sert Girod.

d. Risques naturels

- voir diaporama joint –

Une carte des aléas a été établie en 2012 par le service RTM de l'ONF à l'échelle de la commune de St Georges de Commiers. Voir disponibilité des couches SIG auprès du service RTM pour une prise en compte fine de ces aléas dans le zonage de la future réglementation.

e. Eau Potable

- voir diaporama joint –

A priori, les captages situés sur la commune n'ont pas fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique.

f. Paysages et patrimoine

- voir diaporama joint –

Concernant le patrimoine bâti inscrit, les plans du diaporama indiquent « projet de périmètre de protection ». Ces périmètres ont été validés depuis.

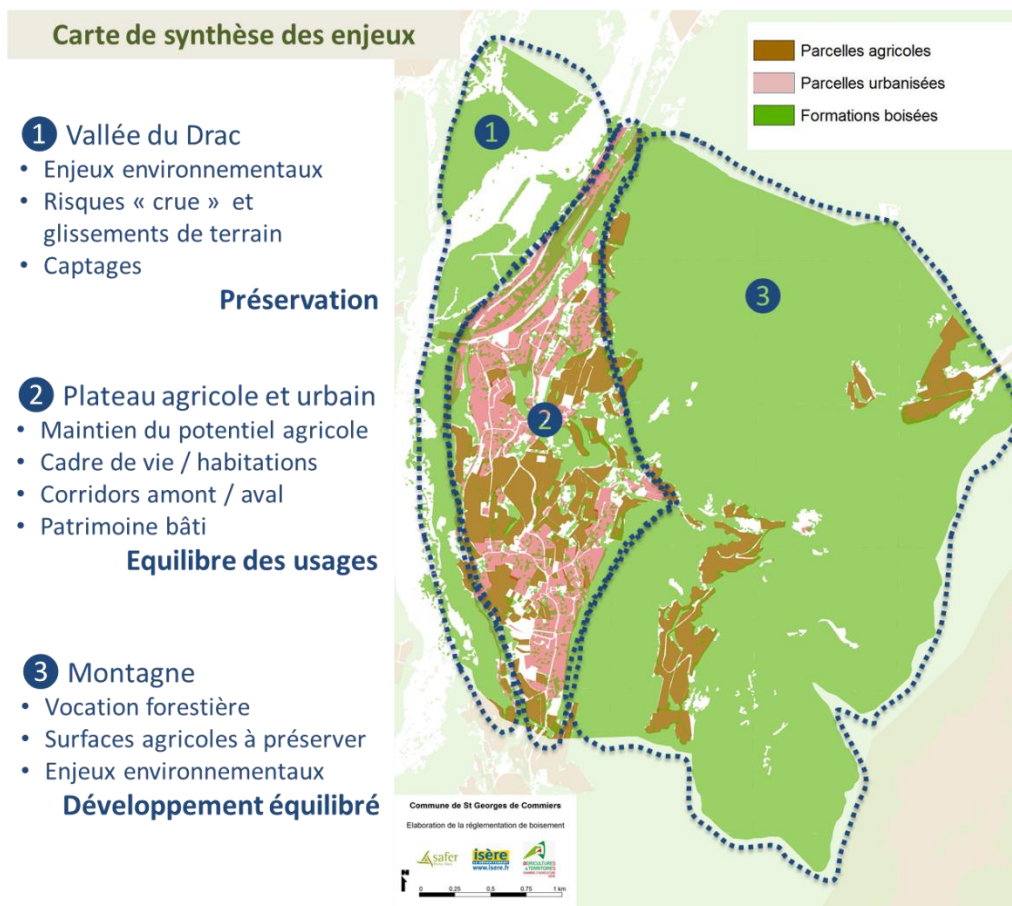
g. Massifs boisés

- ✓ 980 ha réellement boisés environ sur la commune,
- ✓ La quasi-totalité, à l'exception de 0,5 ha, est située dans des massifs de plus de 4 ha.
Les 0,5 ha « hors massif » semblent, pour l'essentiel, couverts par des e.b.c.
- ⇒ La majeure partie des surfaces actuellement boisées sera de facto classée en périmètre libre de boisement.

2- Première ébauche de zonage

La synthèse des enjeux présentés ci-avant aboutit à la définition de 3 grands ensembles sur le territoire communal répondant chacun à des problématiques particulières.

⁴ Dans le rapport de présentation de la révision de la réglementation de boisements, chacun de ces zonages fera l'objet d'une description et d'une représentation cartographique spécifique afin de mieux appréhender et localiser les enjeux associés.



3- Réflexion sur les prescriptions

- voir diaporama joint -

Rappel des principes de la réglementation de boisement et des principes édictés dans la délibération de cadrage du Conseil départemental de l'Isère.

A. MONTANIER rappelle que dans le périmètre réglementé, tous les projets de boisement ou reboisement après coupe-rase font l'objet d'une demande d'autorisation, instruite par le Département avec avis de la commune.

4- Planning prévisionnel de la suite de la procédure

- voir diaporama joint -

Constitution de groupes de travail

M. GAILLET indique qu'il serait opportun de réaliser des sous-groupes de travail afin d'affiner les enjeux liés aux boisements sur la commune.

Ces rencontres auraient aussi pour but de recueillir, le plus librement possible, les avis de chacun sur ce que pourraient être le zonage et les prescriptions de la future réglementation de boisement, de manière à préparer la prochaine réunion de la sous-commission qui travaillera sur ce sujet.

Sont ainsi envisagées des réunions :

- **Avec la commune**

Date proposée : **lundi 11 avril 2016 à 9h30 à la mairie**

- **Avec les agriculteurs et les propriétaires forestiers**

Tous les agriculteurs et propriétaires forestiers membres de la CCAF sont conviés à participer à cette réunion, ainsi que toute personne susceptible d'apporter un éclairage ou des informations particulières : Techniciens de l'ONF et du CRPF, autres exploitants agricoles.

Toute personne intéressée pour participer à cette réunion est invitée à prendre contact avec M. GAILLET de la Safer (04.72.76.13.10 - mgaillet@saferral.com)

Date proposée : **lundi 11 avril 2016 à 14h00 à la mairie**

Ces groupes de travail seront aussi l'occasion de mobiliser les membres de la sous-commission afin qu'ils soient tous présents lors de la 3^{ème} réunion, dont l'objet sera de définir les zonages et les prescriptions qui seront par la suite proposés à la CCAF.

5- questions diverses.

En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Le Prestataire

SAFER Rhône-Alpes

ELABORATION DE LA REGLEMENTATION DE BOISEMENT

COMMUNE DE SAINT GEORGES DE COMMIIERS

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE LA SOUS-COMMISSION

DU LUNDI 06 JUIN 2016 A 9H30 A LA MAIRIE SAINT GEORGES DE COMMIIERS

Étaient présents :

Nom et prénom	Collège
Mme PAULIN Jacqueline	Mairie de St Georges de Commiers
M. GRIMOUD Norbert	Maire de St Georges de Commiers
Mme BRUN Sarah	Serv. Urba. Mairie de St Georges de Commiers
M. BAFFEERT Laurent	Exploitant Agricole
M. CLAVEAU Francis	Propriétaire forestier
M. MONTANIER Aymeric	Conseil départemental 38 – secrétaire CCAF
Mme GLASMAN Manuelle	Chambre d’agriculture - prestataire
M. GOUTELLE Jean-Sylvain	Chambre d’agriculture - prestataire
M. GAILLET Marc	Safer Rhône-Alpes - prestataire

Était excusé :

Nom et prénom	Collège
M. BONNET-MASIMBERT Marc	Propriétaires de foncier non bâti

M. Le Maire accueille les participants et les remercie de leur présence.

Marc GAILLET présente l’ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 14- Proposition de zonage (périmètres libre / réglementé / interdit)
- 15- Proposition de distances minimales de recul dans le périmètre réglementé
- 16- Déroulé de la 2^{ème} CCAF
- 17- Planning prévisionnel de la suite de la procédure
- 18- Questions diverses

Il rappelle de l’objet de cette réunion de la sous-commission est d’arrêter un projet de réglementation des boisements pour la commune de St Georges de Commiers qui sera présenté et voté en Commission Communale d’Aménagement Foncier.

- voir diaporama joint -

1- Proposition de zonage (périmètres libre / réglementé / interdit)

a- contexte

En préalable, Marc GAILLET rappelle les éléments à prendre en considération pour établir le zonage de la future réglementation.

- La carte de synthèse des enjeux issue du travail de diagnostic
- La carte des massifs boisés de plus de 4 ha, conformément à la délibération cadre du Conseil général seront classés dans le périmètre libre
- La carte des Espaces Boisés Classés au Plan Local d'Urbanisme de la commune, en rappelant que la reconstitution après coupe rase d'un EBC ne peut être interdite.
- Les espaces urbanisés en rappelant que la réglementation de boisements ne s'applique pas aux Parcs et Jardins attenants à des habitations lorsqu'ils sont cadastrés comme tels.

Il est ensuite rappelé les différentes rencontres préparatoires qui se sont tenues avec :

- La commune de St Georges de Commiers le 11/04/2016 matin
- Les collèges « exploitants agricoles » et « forestiers » le 11/04/2016 après-midi

b- Principes du zonage

Les deux groupes de travail consultés ont sensiblement acté des mêmes principes pour établir la proposition de zonage de la future réglementation des boisements de St Georges de Commiers, à savoir :

- Classer en périmètre libre : toutes les parcelles boisées attenantes ou incluses dans les massifs boisés identifiés
 - Classer en périmètre interdit :
 - Les zones urbaines ou à urbaniser : même si la réglementation des boisements ne s'applique pas aux parcs et jardin, ce choix permettra d'éviter l'implantation de parcelles boisées à proximité immédiate ou dans les « dents creuses » du tissu urbain ;
 - Les espaces agricoles : l'objectif affiché de cette réglementation des boisements est de préserver les espaces agricoles sur le territoire de la commune
 - Les boisements « hors massifs » : les quelques parcelles boisées non incluses dans des massifs de plus de 4 ha ne pourraient pas être reboisés s'ils font l'objet d'une coupe rase.
- Classer en périmètre réglementé : les abords de 3 ensembles bâtis remarquables afin de permettre une gestion et une mise en valeur paysagère de ces sites.

c- Questions en suspens

Entre les groupes de travail consultés, quelques points divergents sur la question du zonage devaient être arbitrés (voir document joint) :

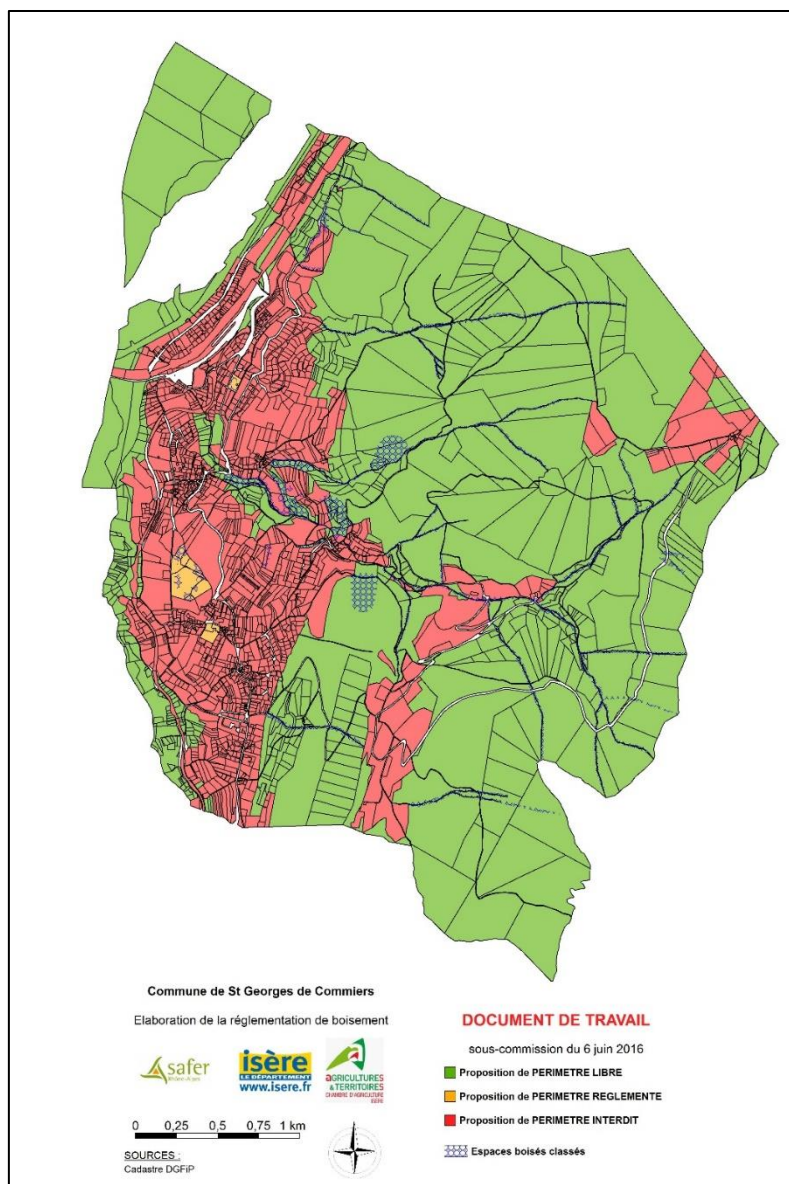
- La parcelle B830 : parcelle boisée, hors massif, est proposée en périmètre libre
- Le secteur agricole du replat de St Pierre est proposé en périmètre interdit
- La parcelle A1690, qui fera l'objet d'aménagements particuliers pour l'accueil du public est proposée en périmètre libre

Enfin, Marc GAILLET évoque la situation de certains Espaces Boisés Classés (EBC) correspondant à des haies, des ripisylves ou des bosquets isolés et situés sur ou en bordure de parcelles agricoles et donc proposées en périmètre interdit. Il pointe les possible difficultés d'interprétation liées à la superposition de ces deux zonages puisque, bien que situés dans un périmètre interdit de la réglementation des boisements, la reconstitution de l'état boisé des terrains situés en EBC est obligatoire.

La sous-commission propose que les parcelles ne soient pas divisées entre un périmètre interdit (partie agricole) et un périmètre interdit (EBC). Les périmètres de ces EBC peuvent être amenés à évoluer à l'occasion de la révision du document d'urbanisme, l'homogénéité entre ces deux réglementations ne sera sans doute pas pérenne. En revanche, les membres de la sous-commission souhaitent qu'un rappel des règles relatives aux EBC soit inscrit dans le rapport accompagnant la réglementation des boisements.

Aymeric MONTANIER du Conseil départemental précise par ailleurs que le zonage des espaces boisés classés figurera sur la carte des périmètres de la réglementation des boisements.

A l'issue de la réunion de la sous-commission, la proposition de zonage est la suivante (voir également carte jointe) :



Périmètre LIBRE	784 parcelles	979,84 ha
Périmètre REGLEMENTE	14 parcelles	6,59 ha
Périmètre INTERDIT	2078 parcelles	350,79 ha

2- Proposition d'un règlement et de distances minimales de recul dans le périmètre réglementé

Marc GAILLET rappelle quelques principes de la future réglementation :

- Durée de validité du périmètre interdit (15 ans) – à défaut de révision de la réglementation de boisement, il deviendra un périmètre interdit, d'où l'attention particulière à porter au règlement même s'il ne concerne, dans la proposition actuelle, qu'un nombre limité de parcelles.
- Eléments exclus du champ d'application de la réglementation des boisements : voir délibération cadre du Département et document joint.
- Cas particuliers :

- Les plantations agroforestières sont considérées comme des espaces agricoles dans la délibération de cadrage du Département, à la condition qu'ils respectent un certain nombre de principes (pérennité de l'activité agricole, statut de l'exploitant, densité et distance de recul des arbres forestiers ...). Dès lors, ces plantations peuvent être installées y compris dans les périmètres interdits de la réglementation des boisements.
- Les taillis à courte et très courtes rotations sont assimilés à des boisements à part entière. La délibération cadre Département prévoit qu'ils puissent faire l'objet d'un périmètre réglementé spécifique*.

Marc GAILLET rappelle ensuite les distances de recul minimales édictées par la délibération de cadrage du Département en fonction de la nature du fonds voisin, et les membres de la sous-commission discutent des distances à retenir à partir des propositions formulées par les groupes du travail du 11 avril 2016.

Les distances de recul suivantes sont retenues pour être proposées à la Commission Communale d'Aménagement Foncier.

Nature du fonds voisin	Délibération cadre du Département	Proposition de la sous-commission
Agricole	4 m / parcelle	4 m / parcelle
Voirie communale ou dptale	2 m / limite DP	4 m / limite DP
Habitation et Etablissement Recevant du Public (ERP) (cas d'un boisement)	30 m / mur	30 m / mur
Habitation et ERP (cas d'un reboisement)	6 m / mur	6 m / mur
Cours d'eau	4 m / berge	4 m / berge
Cours d'eau divaguant	24 m / axe	24 m / axe

/ parcelle : recul par rapport à la limite de la parcelle

/ limite DP : recul par rapport à la limite de l'emprise du Domaine Public

/ mur : recul par rapport au mur de l'habitation

/ berge : recul par rapport au sommet de la berge du cours d'eau

/ axe : recul par rapport à l'axe du cours d'eau qui divague

La sous-commission n'a par ailleurs pas souhaité que les distances de recul proposées soient modulées en fonction des essences : ces distances de recul s'imposeraient quelles que soient les essences. Elle n'a pas non plus souhaité que soit édictée l'interdiction d'essences forestières particulières.

Enfin, la sous-commission propose de ne pas créer de périmètres réglementés spécifiques aux taillis à courte ou très courte rotation, rappelant que les espaces agricoles sur le territoire de la commune sont peu propices à ce type de boisements.

3- Déroulé de la 2ème CIAF

Une date pour la deuxième réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier doit être proposées dans le courant du mois de juillet ou, à défaut, au mois de septembre.

M. Aymeric MONTANIER du Conseil départemental de l'Isère et secrétaire de la CCAF se charge d'arrêter une date en lien avec M. ROY, le président. Il convoquera régulièrement les membres titulaires et suppléants à cette réunion de la CCAF.

A cette occasion, M. Aymeric MONTANIER insiste sur l'importance que membres de la Commission assistent à cette réunion, ou à défaut de se fassent représenter (pouvoir) car la CCAF ne peut valablement délibérer que si le quorum est atteint.

Marc GAILLET explique ensuite aux membres la sous-commission que cette CCAF sera l'occasion de :

- Présenter le rapport de la future réglementation
- Valider la carte de zonage et le règlement qui seront proposés au Conseil départemental
- Valider la carte et le listing parcellaires qui seront soumis à l'enquête publique
- Présenter le rapport de l'évaluation environnementale

4- Planning prévisionnel de la suite de la procédure

Marc GAILLET rappelle ensuite quelles seront les grandes étapes de la suite de la procédure après la 2^{ème} CCAF et la validation du projet de réglementation par le Conseil départemental :

- Evaluation environnementale
- Enquête publique
- Avis des communes, de la Chambre départementale d'agriculture, du CRPF.
- Arrêt du Président du Conseil général, formalités d'affichage et de publicité
- Entrée en vigueur de la nouvelle réglementation.

5- Questions diverses

En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Le Prestataire

SAFER Rhône-Alpes

**COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE
SAINT GEORGES DE COMMERS
PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 22 JUILLET 2016**

L'an 2016, le 22 juillet à 14 heures 30 s'est réunie en mairie de Saint Georges de Commiers, la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de Saint Georges de Commiers, constituée par arrêté du Président du Département de l'Isère en date du 16 juin 2015, sous la présidence de Monsieur Jacky Roy, désigné par le Tribunal de Grande Instance.

Après avoir été régulièrement convoqués, étaient présents avec droit de vote:

- M. Christian Coigné, Vice-Président du Département de l'Isère chargé de l'ingénierie urbaine, du foncier et du logement
- M. Marc Bonnet-Masimbert, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Robert Turfat, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Laurent Baffert, exploitant agricole (titulaire)
- M. Damien Guignier, exploitant agricole (titulaire)
- M. Francis Claveau, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Norbert Grimoud, Maire de Saint Georges de Commiers (titulaire)
- Mme Jacqueline Paulin, conseillère municipale (titulaire)
- Mme Yvonne Coing-Bellet, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- Mme Jessica Bruggeman, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Patrick Prudhomme, Département de l'Isère (suppléant)

Assistaient également à la réunion sans droit de vote :

- M. Marc Gaillet, SAFER Rhône-Alpes (en tant que prestataire)

Etaient excusés en ayant transmis un pouvoir :

- M. Christian Boulais, délégué du Directeur départemental des services fiscaux, pouvoir transmis à Monsieur Jacky Roy
- M. Arnaud Callec, Département de l'Isère (titulaire), pouvoir transmis à Patrick Prudhomme

Le secrétariat de la séance est assuré par M. Aymeric Montanier, Département de l'Isère.

Le Président ouvre la séance de cette 2^{ème} commission d'aménagement foncier et constate que la commission réunit les conditions pour délibérer valablement en application de l'article R.121-4 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) car le quorum est atteint (12 membres ayant voix délibérative sur 21, plus deux pouvoirs).

Monsieur Grimoud indique que la commune souhaite voir arriver à terme cette procédure, notamment pour aider à résoudre la problématique de l'enfrichement des coteaux et maintenir des espaces agricoles ouverts.

Le Président mentionne que cette deuxième CCAF permettra de présenter les travaux effectués par la sous-commission et donne la parole à Monsieur Montanier pour présenter le déroulé de la réunion.

1- Présentation des éléments de diagnostic

La présentation s'appuie sur un diaporama, qui figure en annexe de ce présent procès-verbal.

Monsieur Gaillet, prestataire mandaté par le Département de l'Isère, présente les éléments de diagnostic jusqu'à la diapositive n°26.

Une remarque est faite sur la diapositive n°9 concernant le nombre d'agriculteurs. L'INSEE en note « 0 » alors que la sous-commission en a repéré 3. Le chiffre de l'INSEE est de « 0 » car le nombre réel est en dessous du seuil de statistique.

Concernant les inventaires et zonages règlementaires (diapositive n°16), Madame Bruggeman indique qu'il manque le périmètre de la réserve naturelle régionale des Isles du Drac, qui a été créée en juillet 2009. Ce dernier sera intégrer au diagnostic et à l'évaluation environnementale.

Monsieur Grimoud évoque les corridors écologiques, et la nécessité de maintenir ceux qui permettent la circulation des animaux entre les massifs à l'est et à l'ouest, via la vallée du Drac (le PLU les a pris en compte).

Concernant les zones de captage, Monsieur Gaillet précise qu'elles seront pour l'essentiel en périmètre libre car comprises dans des massifs de plus de 4 hectares mais que surtout, les arrêtés préfectoraux relatifs à ces captages s'imposent à la réglementation des boisements.

Une discussion s'engage sur les massifs boisés (diapositive n°23). Monsieur Grimoud rappelle que la problématique principale de Saint Georges de Commiers est l'enfrichement et le Président informe les membres de la CCAF que la vocation première d'une réglementation des boisements n'est pas de lutter contre la friche. Néanmoins, Monsieur Montanier précise que dans un périmètre interdit aux boisements, toute nouvelle apparition d'arbres, qu'il s'agisse de boisement naturel (friche) ou de semis/plantation est interdite. Ainsi, une parcelle qui commencerait à s'enfricher dans un périmètre interdit peut faire l'objet d'une mise en demeure par le Président du Département pour éliminer ce nouveau boisement. A ce titre, le Président rappelle également que tout propriétaire doit s'occuper de ses parcelles « en bon père de famille » en les maintenant « propres » et que le friche ne devrait donc pas exister. Mais il est aussi évoqué la difficulté d'entretenir ces terrains en coteaux par les agriculteurs.

A la fin de cette présentation, le Président, après avoir consulté les membres, valide ce diagnostic. Monsieur Massimbert trouve que ce diagnostic représente bien le travail mené en sous-commission.

2- Présentation du cadre réglementaire

Monsieur Montanier présente le cadre réglementaire (diapositive n° 28 à 33). Le Président demande s'il y a des remarques sur ce cadre mais il n'y en a pas.

3- Propositions de zonage

Monsieur Gaillet présente les propositions de zonage formulées par la sous-commission. Il précise, dans les principes généraux pour la définition des périmètres (diapositive n°36), que le périmètre interdit comprend toutes les zones urbanisées (même si la réglementation des boisements ne s'applique pas aux parcs et jardins attenants aux habitations) car cela permet par exemple d'éviter le boisement des dents creuses qui peuvent exister entre des habitations.

Concernant le cas des EBC en zone interdite, le Président propose que, pour qu'il y ait une cohérence entre la réglementation des boisements et le PLU, les EBC soient découpés. Ainsi, une parcelle cadastrale qui contiendrait une partie en prairie et une autre en bois classé en EBC serait découpée en 2 zones : une en périmètre interdit pour la partie en prairie et une autre en périmètre libre pour la partie boisée classée en EBC.

Le Président demande aux autres membres de la CCAF ce qu'ils pensent de cette proposition. Madame Coing-Belley, Madame Bruggeman et Monsieur Grimoud trouvent cette proposition cohérente.

Le Président soumet la carte des périmètres au vote, en précisant que le prestataire fera les découpages des EBC. Cette proposition est votée à l'unanimité.

4- Propositions de réglementation

Le tableau ci-dessous présente les propositions de distances formulées par la sous-commission concernant le périmètre réglementé :

Nature du fonds voisin	Minima (délibération cadre)	Propositions
		sous commission
Agricole	4 m / limite	4 m
Voirie	2 m / limite	4 m
Habitation et EPR (boisement)	30 m / mur	30 m
Habitation et EPR (reboisement)	6 m / limite	6 m
Cours d'eau	4 m / sommet berge	4 m
Cours d'eau divaguant	Max 24 m / axe	24 m

Monsieur Montanier précise que la distance relative à la voirie prévue dans la délibération cadre n'est pas une distance minimale mais une distance fixe, notamment parce que le Département ne dépasse pas 2 mètres dans son règlement de voirie (distance issue du code de la voirie routière).

Le Président soumet les distances proposées par la sous-commission (en modifiant à 2 mètres la distance pour la voirie) au vote. Cette proposition est votée à l'unanimité.

Comme précisé sur la diapositive n° 41, la sous-commission ne propose pas d'interdiction d'essences dans le périmètre réglementé ni de zones prédéfinies pour l'implantation de taillis à courte ou très courte rotation.

Le Président soumet ces propositions de la sous-commission au vote. Ces propositions sont votées à l'unanimité.

5- Evaluation environnementale

Monsieur Gaillet présente la synthèse de l'évaluation environnementale (diapositive 43-44) qui devra être transmise aux services de l'Etat. Cette évaluation ne fait pas l'objet de remarques particulières.

6- Planning prévisionnel de la suite de la procédure

Monsieur Montanier présente ce planning (diapositive n°46) et indique que la CCAF n'aura, à priori, plus à se réunir. En effet, les prochaines étapes ne sont que des phases administratives. L'enquête publique devrait se dérouler début 2017 et la délibération finale pourrait être prise à l'été 2017.

Cette longueur de procédure est discutée. Monsieur Montanier précise que les différentes étapes de validation sont obligatoires mais que les délais peuvent être raccourcis si les différents organismes sollicités répondent rapidement. Il rappelle également que la CCAF ou la sous-commission pourront se réunir à nouveau si nécessaire.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance après avoir remercié tous les membres de leur travail.

Le Président,

Le secrétaire de séance,

Jacky Roy

Aymeric Montanier

PV (avec son annexe) :

- A faire figurer sur le registre prévu à l'article R. 121-4 du CRPM
- A notifier aux membres (titulaires et suppléants) de la CCAF

Décisions de la CCAF :

- à afficher en mairie et à transmettre au président du Département et au Préfet dans les conditions de l'article R. 121-6 du CRPM